

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1498 - 21 mars 1997 - prix : 9 F

Plan social

Jospin,

ça rime avec

Perlimpinpin !

p. 3

**Dans les
entreprises**

Renault,

La Poste,

Potasses

d'Alsace...

p. 10 à 15

Albanie :

menaces contre

la population

soulevée

p. 8



AFP

M 6189 - 1498 - 9,00 F



DES RÉVÉLATIONS... QUI ATTENDENT QUE LES COUPABLES NE SOIENT PLUS LÀ

Leur société

- 4 - Famille : fausses mesures et vraies économies
 - Après les « Assises pour les droits des femmes »
- 5 - SMIC, RMI : la même misère
 - Le mouvement des fonctionnaires et des étudiants à l'île de la Réunion
 - Chirac en Amérique Latine
- 7 - Pseudo-mesures contre la pollution
 - Mauvaise conduite à l'usine de La Hague
- 10 - Renault : la deuxième visite des travailleurs de Vilvorde à Douai
 - Les patrons veulent la compétitivité... des profits
 - Deuxième semaine de grève au tri postal de Clermont-Ferrand

Tribune

- 6 - Albanie : la « transition vers le capitalisme »... ou vers la débâcle

Politiciens

- 6 - Le Front National et la gesticulation des politiciens

Dans le monde

- 8 - En Albanie, menaces contre la population soulevée
- 9 - Les derniers jours du régime Mobutu au Zaïre
 - La répression frappe les ouvriers du pétrole en Iran

Dans les entreprises

- 11 - Le recul de l'AP à l'hôpital Saint-Antoine
 - Grève des internes : pour la qualité de soins ou pour les intérêts des médecins libéraux ?
- 12 - Une fin de grève aux Mines de potasse d'Alsace
 - Belin-Lu - Évry (Essonne)
- 13 - Les mouvements à La Poste (Grenoble, Paris, Paris 13)
- 14 - Grève pour les salaires à Augé (Besançon)
 - Réduction d'horaires à Sollac (Oise)
- 15 - Uniroyal (Oise)
 - Motorola (Toulouse)
 - Méthodes de malfrats à Cora Coudekerque (Nord)
- Il y a 35 ans
- 16 - Le 19 mars 1962 : le cessez-le-feu en Algérie

Une usine chimique française, l'usine Ugine de Villers-Saint-Sépulcre dans l'Oise, aurait fabriqué pendant la guerre, en liaison avec une autre société allemande, du Zyklon B, le gaz qui a servi dans les camps de concentration allemands. C'est du moins ce qu'affirme une historienne, Annie Lacroix-Riz, dont les travaux sont cités depuis quelque temps déjà par le journal *L'Humanité*, par ailleurs contestée par d'autres historiens qui, notamment dans *Libération*, ne contestent pas cette fabrication, mais sa destination aux camps d'extermination.

Cette usine produisait déjà du Zyklon B sous licence allemande avant la guerre. Mais, lors de l'occupation, elle aurait passé accord avec une société allemande, Degussa, filiale d'une filiale d'IG Farben qui appartenait à un haut dirigeant de l'administration allemande en France. La production de Zyklon B de cette usine serait passée d'une tonne annuelle en 1940 à 37 tonnes par mois en 1944, les profits suivant la même augmentation, le Zyklon B n'étant pas, dit-on, destiné aux camps de concentration, mais à l'armée allemande. Les autorités allemandes demandaient l'éviction du personnel juif d'Ugine et de toutes les usines chimiques avec lesquelles elles passaient accord, deman-

de qui fut exaucée, ce qui valut au vice-PDG de Kuhlmann, avec qui l'IG Farben avait passé contrat, d'être chassé de son poste le 14 octobre 1940, et de mourir à Auschwitz, probablement gazé au Zyklon B...

Une autre information sur cette époque vient également d'être rendue publique. Tout comme les banques suisses, les banques françaises auraient gardé entre leurs mains les comptes de Juifs exterminés pendant la guerre, alors qu'elles auraient dû reverser ces comptes inactifs et sans descendants à l'État. Ces comptes, selon une estimation partielle, représenteraient plus d'un milliard de francs actuels. Une commission d'enquête, appointée par le ministère des Finances, a bien commencé à étudier le problème en 1951, mais elle s'est arrêtée, les crédits lui ayant été coupés en 1952, juste au moment où elle demandait la levée du secret bancaire...

Curieux tout de même, comme la vérité met du temps à se faire jour. Aujourd'hui on inculpe Papon, on donne des noms de responsables français... mais c'est plus de cinquante ans après les faits; quand les coupables de ces horreurs ne sont plus en activité, ne sont plus qu'un petit nombre à être encore vivants; quand l'énorme masse

de l'appareil d'État, de l'appareil économique, de tous ceux qui ont commis ces crimes, qui ont administré, jugé, arrêté, déporté, qui pour certains se sont rachetés une virginité grâce à quelques mois, quelques jours, ou quelques amis dans la Résistance, ont poursuivi ensuite leur carrière dans une ombre bienveillante!

Il est tout de même bon de rappeler que cela, ils le doivent aux partis politiques français qui les ont remis en selle après la guerre. Et en particulier à la gauche qui, PS comme PC, a participé au pouvoir sous de Gaulle dans l'immédiat après-guerre.

Car pour ces partis, qui n'ignoraient rien de tout cela, il s'agissait d'abord de reconstruire en toute hâte un appareil d'État, capable d'imposer à la population sa propre autorité et son propre contrôle. Alors, on a fait taire les revendications sociales à coups de « *retroussez vos manches pour reconstruire la France* » comme disait Thorez; on a donné, en guise de punition des crimes de l'occupation, des « tondues » en pâture à la population, pendant que l'on permettait aux plus responsables, surtout dans l'appareil d'État et le patronat, de se camoufler.

Nelly MEYER

MEETINGS . VALENCIENNES . BÉZIERS

avec ARLETTE LAGUILLER

(Nord) Vendredi 4 avril à 20h30 Centre Municipal «Arts et Loisirs» (ex-Villa Toriani, rue Salle-Le-Comte)

(Hérault) Vendredi 11 avril à 20h30 Palais des Congrès (Salle Paul-Riquet)

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

à **ANGERS**
samedi 22 mars
de 15h à 24h
Salle Louis-Aragon à Trélazé

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à : **LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «*Lutte Ouvrière*» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLÉMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

PLAN SOCIAL JOSPIN, ÇA RIME AVEC PERLIMPINPIN

■ Lionel Jospin, le leader du Parti Socialiste, vient de présenter à la presse le plan social qu'il se propose de mettre en application s'il gagne les élections de 1998.

Un plan social dont les travailleurs n'ont vraiment rien à attendre.

Pensez donc, entre le jeu de la diminution de 4,8 % de la cotisation maladie sur les salaires, d'un abattement mensuel de 2 000 F, et l'augmentation du prélèvement par la CSG portée à presque 8 %, un salarié qui gagne actuellement 8 000 F brut paiera 530 F au lieu de 698 F, c'est-à-dire un gain de 168 F par mois. Quant à un retraité qui reçoit 8 000 F mensuellement, c'est au contraire 50 F de plus, par mois, que Jospin lui prendra.

Et Jospin ose prétendre que cette mesure changera la vie des travailleurs actifs, des retraités et relancera la consommation.

En dehors de cela, il promet de nous faire arriver en trois ans à la semaine de 35 heures sans baisse de salaire. Mais d'ici là, même s'il tient parole, de combien les salaires réels auront-ils baissé sous la pression du chômage ? Qui empêchera les patrons d'offrir un salaire moindre aux chômeurs qu'ils embaucheront, à prendre ou à laisser ?

Ah oui, il y a aussi un « plan jeunes » ! Comme c'est nouveau !

Trois cent cinquante mille jeunes embauchés au SMIC par les collectivités ou l'État pour cinq ans. Et après, dehors !

Trois cent cinquante mille autres à embaucher par le privé, sous la forme d'une « obligation morale » pour les patrons. Mais depuis quand ceux qui licencient

les travailleurs par milliers ont-ils du cœur et ressentent-ils d'autres obligations morales que celles du fric ?

Et Jospin empêchera-t-il le patron d'une grande entreprise de fermer telle ou telle usine, ici ou ailleurs ? Que fera-t-il pour empêcher Michelin et Renault de licencier 1 500 travailleurs chacun, ou Peugeot d'en annoncer autant ? Que fera-t-il pour empêcher les hôpitaux publics de fermer des lits et de supprimer des postes d'aides-soignantes, d'infirmières et même de médecins ? Il n'ose rien dire de tout cela.

Quand ils étaient au pouvoir, quand le président de la République s'appelait Mitterrand, qu'ont fait les dirigeants socialistes pour s'opposer au patronat ?

Oh ! Ils ont fait des discours, ils ont donné des subventions aux patrons, ils ont fait des plans, annoncé que cela irait mieux l'année d'après.

Exactement ce que fait la droite aujourd'hui !

Dans cette société les dirigeants d'entreprises ont les mains entièrement libres. Ils dirigent leurs entreprises en fonction des intérêts du capital, directement dans le cas des entreprises privées, indirectement dans le cas des entreprises nationales. Car l'argent perdu par la SNCF, par le Crédit Lyonnais, par le GAN, par la Sécurité sociale, n'est pas perdu pour tout le monde. Il va dans la poche du capitalisme privé par de multiples canaux.

Le problème du chômage, ce ne sont pas des subventions, des plans ou des « conférences » avec le patronat qui le résoudront.

Le patronat fait supporter aux travailleurs, par le chômage et par l'aggravation des conditions de travail, le poids intégral de la crise engendrée par la concurrence due à son système économique démentiel.

Tout homme politique qui ne dit pas qu'il faut s'en prendre aux profits patronaux pour répartir différemment le poids de la crise, pour changer le centre de gravité des sacrifices, cherche à lanterner les classes populaires pour leur faire endurer la situation actuelle.

Tout dirigeant politique qui ne dit pas qu'il faut réduire le pouvoir économique exclusif du patronat et l'obliger à publier ses comptes, à supprimer les secrets bancaire et commercial qui servent à masquer les profits, est complice de l'aggravation du chômage.

Tout homme politique qui ne dit pas qu'il faut contrôler les comptes en banque des dirigeants des entreprises, des principaux actionnaires et de leurs proches, et qui prétend quand même réformer l'économie, est au service du patronat.

Aucun homme politique, et Jospin pas plus que Juppé, n'est prêt à imposer quelque sacrifice que ce soit au patronat.

Seule la colère des travailleurs pourra inverser la situation et imposer à la bourgeoisie de partager une partie de ses profits pour donner du travail à tous, avec un salaire décent. Rien qu'une partie de ses bénéfices y suffirait.

Oui, seule la colère de la classe ouvrière pourra faire reculer la bourgeoisie au point de lui faire accepter une autre répartition des richesses produites par les travailleurs.

Conférence
sur la famille

FAUSSES MESURES ET VRAIES ÉCONOMIES

« On nous prend pour des singes à qui l'on distribue quelques cacahuètes et qui devraient dire merci ». C'est ainsi qu'un des représentants des organisations familiales a commenté les résultats de la deuxième conférence sur la famille qui vient de se tenir le 17 mars.

Bien qu'il y eût à cette réunion pas moins de cinq ministres, dont le Premier, Juppé, la récolte des familles, en matière d'aide sociale, n'a pas été bien lourde. Mais il est vrai qu'avant même que la réunion ne commence, après quelques phrases de convenance sur la famille, il avait été surtout question de « restrictions budgétaires » et de « réalisme ».

L'une des trois mesures prises concerne les familles de trois enfants et plus, qui ont encore à charge de « grands enfants », non étudiants. Pour celles-ci, le paiement des allocations familiales

sera prolongé d'un an, passant de 18 à 19 ans. On est loin de l'âge de 22 ans réclamé par certaines organisations familiales, qui font par ailleurs le constat qu'avec la croissance du chômage des jeunes, ceux-ci restent plus longtemps à la charge des familles, faute de pouvoir trouver emploi et logement.

D'autre part, l'allocation de parent isolé (API) sera prolongée « pendant les trois mois qui suivront une activité professionnelle ». Enfin, les barèmes d'aide aux logements conventionnés vont être fusionnés, ce qui devrait profiter aux titulaires de l'APL 2 (logement réhabilité après 1988 ou ancien non réhabilité) dont les loyers avaient beaucoup augmenté sans que l'aide suive.

Pour le reste, il s'agit surtout de promesses. Juppé annonce notamment une refonte du code de la famille et un projet de loi « avant le 30 juin », qui a la pré-

tention de concilier « vie familiale et vie professionnelle », et qui vous a des airs de promesses électorales.

En attendant, les mesurette prises ne coûteront qu'un milliard de francs à l'État. Et encore, c'est une façon de parler, car cette somme, les familles l'ont déjà largement avancée à l'État. En effet, selon les chiffres qui circulent, le seul gel des allocations familiales en 1996 lui a rapporté 2,6 milliards de francs.

Et « les familles » vont subir encore pire. Entre l'impôt RDS appliqué sur les allocations familiales en 1997, le blocage des aides au logement, l'imposition des indemnités journalières de maternité, c'est environ 20 milliards de francs que le gouvernement Juppé va détourner des budgets des familles. Est-ce cela qu'il appelle « remettre la famille au centre de la société » ? Quel cynisme !

Jacques FONTENOY



Déjeuner à Matignon avec des représentants d'associations familiales. Juppé montre le menu. Précisons que c'est l'État qui paye l'addition tout de même...

Racket sur les aides au logement!

Alors que se tenait sous la présidence de Juppé la deuxième conférence sur la politique familiale, un certain nombre de mesures d'économies sur le dos des familles sont entrées en application.

C'est ainsi que depuis le 1^{er} janvier le RDS est appliqué sur l'ensemble des prestations familiales, sauf sur le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), l'Allocation Parent Isolé (API) et l'Allocation de Garde d'Enfant à Domicile (AGED).

Pour faire passer la pilule, les prestations familiales sont légèrement augmentées. Mais malgré tout, ce sont quelques dizaines de francs par mois qui sont rabiottées aux familles.

Une autre trouvaille du ministère pour supprimer certaines prestations aux ayants-droit, notamment les aides au logement, consiste à relever les planchers de ressources fixés pour obtenir ces aides. Il supprime l'abattement d'environ 9000F sur les revenus pour les personnes âgées, il applique l'ar-

rondi des ressources non plus au franc inférieur mais au multiple de 500F supérieur. Pour les étudiants, le plancher de ressources appliqué systématiquement, même quand ils ne déclarent aucun revenu, passe de 21710F à 22500 F.

C'est ainsi que le gouvernement réalise une économie de 1,1 milliard au détriment des familles les plus en difficulté.

Alors, Juppé peut bien déclarer que l'aide aux familles est toujours « au premier rang de ses préoccupations »!

APRÈS LES « ASSISES POUR LES DROITS DES FEMMES »

« Pour que l'égalité des droits inscrite dans la loi soit une égalité pratiquée dans la vie » tel est l'en-tête de la plateforme de revendications publiée à l'issue des Assises Nationales pour les droits des femmes, qui ont réuni près de 2000 participants, essentiellement des femmes, féministes ou militantes d'organisations politiques et syndicales, les 15 et 16 mars.

Nous soutenons sans réserve nombre des revendications contenues dans cette plateforme, dont d'ailleurs, en premier lieu, tout ce qui concerne le droit à l'avortement et à la contraception, comme ce qui concerne l'égalité des femmes et des hommes, au travail comme dans la vie civile; ou, par exemple, la suppression de toutes les mesures ou lois favorisant le « travail à temps partiel contraint », qui pénalise surtout les femmes travailleuses.

Et s'il y a aussi des revendications qui ne sont pas les nôtres, comme la demande d'un « ministère du droit des femmes », cela ne nous rend pas moins solidaires de celles qui ont décidé de se battre pour les « droits des femmes ».

Et il s'agit maintenant d'ailleurs de défendre ceux qui

ont été acquis. Car la condition des femmes n'est pas faite que d'avancées. Ce sont des reculs auxquels on assiste maintenant, reculs qui concernent en premier lieu les femmes travailleuses, qui subissent, en tant que partie la plus vulnérable des travailleurs, les conséquences du chômage et de la politique d'économies de l'État pour tout ce qui touche les besoins de la population. Mais cela concerne en fait toutes les femmes, comme on peut le vérifier en ce qui concerne le droit à l'avortement et les tentatives pour le remettre en cause. Il se confirme en ce moment, comme cela s'est vérifié dans le passé, que la situation des femmes, comme celle de la société tout entière, ne peut pas avancer quand la classe ouvrière recule.

C'est dire que, pour notre part, le combat pour les droits des femmes est lié à un combat plus général, celui du monde du travail; c'est aussi quand l'ensemble du monde du travail sera capable d'imposer un nouveau rapport de forces en sa faveur, qu'il sera possible d'imposer les revendications plus spécifiques des femmes.

S.F.

L'ÉTAT AUX ORDRES DES TRUSTS

À l'approche de la Coupe du monde de football, le gouvernement envisage de revenir sur certaines dispositions de la législation actuelle (loi Evin) s'opposant à la publicité pour l'alcool.

Tout simplement parce qu'un groupe capitaliste américain, qui est un important sponsor de ce Mondial, veut pouvoir faire

librement sa pub dans les stades pour sa marque de bière, Budweiser, et qu'il en a fait la demande à Chirac...

On comprend bien que face à pareille sollicitation, même s'agissant d'une loi en principe en faveur de la santé publique, le gouvernement ne pouvait qu'obéir.



Coca ou bière ? L'essentiel c'est que la pub pétille.



SMIC, RMI : LA MÊME MISÈRE

Gamma

Une étude récente a montré qu'aujourd'hui en France, on peut très bien, tout en ayant un emploi, n'avoir qu'un revenu proche de celui du RMI.

Ainsi pour un couple sans enfant ne disposant que d'un salaire au SMIC, la différence de revenu avec le RMI n'est que de 427F, pour un couple avec un enfant, elle n'est que de 238F, et avec deux enfants, de 220F.

Il y a bien sûr le faible niveau du SMIC qui est en cause, d'autant plus que nombre de salariés sont employés à temps partiel, comme c'est le cas couramment dans le commerce. Un autre facteur important est la baisse considérable des allocations logement lors du passage du statut de Rmiste à celui de salarié payé au SMIC. Ainsi, pour une personne seule qui passe du RMI à un emploi à trois-quarts temps payé au SMIC, l'allocation logement chute de 1533F à 634F.

Les travailleurs concernés se

trouvent au seuil «de la grande pauvreté», selon la définition qu'en donne l'étude; c'est-à-dire qu'ils disposent de moins de 2000F par mois et par personne, et cela tout en travaillant. À partir de là, certains politiciens, comme l'avait fait Alain Madelin de l'UDF, concluent sur les effets pervers... du RMI! D'après ces messieurs, les Rmistes toucheraient «sans rien faire», autant sinon plus que les familles dont les membres «s'épuisent pour gagner un SMIC». Comme si l'on avait le choix entre le travail et l'inactivité, alors qu'il y a près de cinq millions de chômeurs (déclarés ou non) et que des milliers de suppressions d'emplois sont annoncées chaque semaine!

Mais s'il y a bien quelque chose de pervers, c'est cette société qui prive d'emploi des millions de travailleurs et permet aux patrons et à l'État d'imposer des salaires de misère.

Paul BARRAL

ÎLE DE LA RÉUNION LE MOUVEMENT DES FONCTIONNAIRES ET DES ÉTUDIANTS

Depuis le 6 mars, des milliers d'étudiants, de stagiaires de l'IUFM, de professeurs et de travailleurs de la Fonction publique sont en grève et manifestent contre le projet de réforme Deperetti, le ministre des DOM-TOM.

À l'occasion des Assises locales du développement qui se sont tenues fin février, ce même Deperetti ainsi que Margie Sudre, la présidente de la Région, ont dit leur volonté de supprimer la prime de vie chère et l'index de correction des fonctionnaires et assimilés, correspondant à ce qu'ils appellent un «sursalaire» de 53%. Cette mesure était dans l'air puisqu'elle avait déjà été proposée par le Plan de développement actif rédigé par le Parti Communiste Réunionnais et le groupe Freedom de Camille Sudre. Elle était bien évidemment soutenue par la droite et les capitalistes réunionnais.

Afin d'éviter que la réforme ne fasse trop de vagues (il y a 20 000 fonctionnaires dans l'île), elle fut présentée comme ne devant toucher que les futurs fonctionnaires et surtout comme devant permettre de nouvelles embauches.

Peine perdue, la réaction des fonctionnaires et des étudiants ne s'est pas fait attendre. Le 27 février, ils se sont retrouvés à plusieurs centaines au Parc des Expositions où se trouvait tout le gratin politique et patronal. Après avoir bousculé le cordon de policiers, les

manifestants se sont retrouvés face au sénateur Vergès (PCR), au député Virapoulé (UDF) et au préfet, qui tous se sont fait copieusement conspuer. Les patrons, eux, s'étaient vite éclipsés.

Face à la montée du mécontentement, Deperetti a bien essayé de calmer le jeu en expédiant à tous les fonctionnaires en poste une lettre leur expliquant que la mesure ne les toucherait pas et qu'elle permettrait la création de nouveaux postes. En fait, la seule éventualité évoquée fut la création de 2500 postes sur cinq ans, alors que chaque année 7 500 nouveaux jeunes arrivent sur le marché du travail. Cette lettre a été en fait ressentie comme une provocation.

Du 5 au 13 mars, le mouvement a été ascendant. Le 5, occupation des locaux du Conseil général. Le 6, manifestation de 6000 personnes dans les rues de Saint-Denis. Le 7, les étudiants envahissent la mairie de Saint-Pierre (PCR). Le 10, opération escargot sur les routes : l'aéroport et tous les accès des villes sont bloqués. Le 11, plus de 10 000 manifestants se retrouvent dans les rues de Saint-Denis et occupent le Tribunal administratif. Le 13, nouvelle manifestation encore plus nombreuse (20 000 personnes).

Ainsi, en quelques jours la quasi-totalité des centres de La Poste et des Télécoms ont été fermés pour cause de grève. Idem à l'ONF, au Trésor public ainsi que dans les services de la Préfecture,

chez les hospitaliers de Saint-Pierre, certains services EDF, etc. Et bien que la revendication mise en avant ne concerne que les fonctionnaires, et même les futurs fonctionnaires, celle-ci n'a pas été perçue de façon négative par le reste de la population. Car la plupart des jeunes pensent que l'amputation des salaires des fonctionnaires aura inévitablement des effets néfastes sur le niveau de vie de tous. Et tout le monde est persuadé que l'argent que le gouvernement entend récupérer dans la poche des fonctionnaires ne sera de toute façon pas redistribué aux plus pauvres.

Les autorités ont nommé un médiateur, un sénateur de droite. Mais le pouvoir ne donne pas l'impression de vouloir reculer. Si signes de faiblesse il y a, on les trouve plutôt du côté des responsables du collectif qui dirigent la grève. Dimanche 16, après la nomination du médiateur, le porte-parole du collectif expliquait devant un nombre restreint de grévistes, présents dans les locaux occupés du Tribunal administratif, qu'avec la nomination du médiateur les objectifs étaient atteints et qu'en conséquence il fallait suspendre le mouvement. Une manifestation de la «victoire» était organisée le lendemain. Mais lors de cette manifestation aucun des 3000 participants n'a repris le slogan officiel «On a gagné». Tous criaient «On va gagner».

AMÉRIQUE LATINE

CHIRAC À LA CHASSE AUX PROFITS

Lors de son voyage officiel de trois jours au Brésil, Chirac n'a pas manqué de jouer son rôle de représentant de commerce en chef des patrons français. Dans le but de leur gagner des marchés, il a vanté la compétence des industriels made in France. Tout ce qu'il a oublié de préciser, c'est que cette compétence s'exerce surtout dans le domaine des compressions de personnel.

Mais les travailleurs brésiliens par exemple en ont déjà fait l'expérience, en particulier avec la politique menée par EDF à la direction de la Light, la grande entreprise distributrice d'électricité de l'État de Rio. La Light a été privatisée en mai 1996, lorsqu'un consortium privé

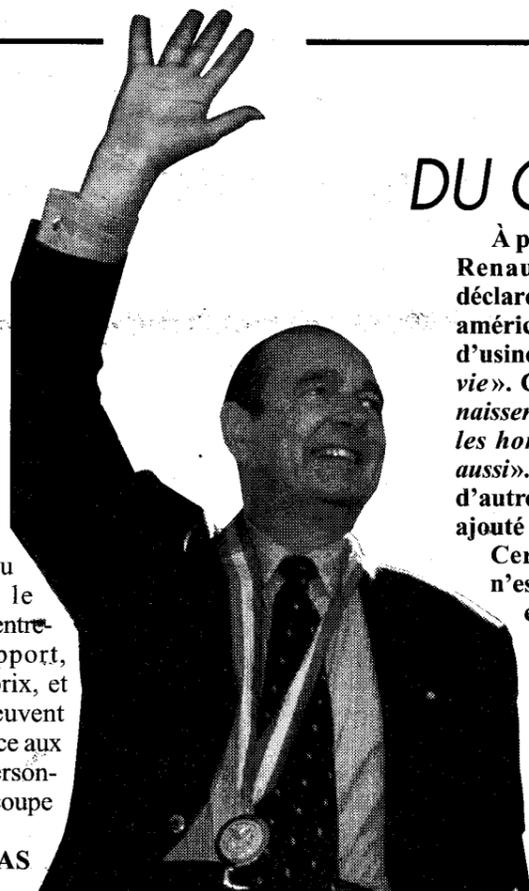
mené par EDF a racheté la moitié des actions plus une. En moins d'un an la nouvelle direction, présidée par un Français, a déjà réduit les effectifs de 11 000 à 7 000 employés.

Et ce faux «investissement», qui n'augmente pas la production mais se contente de racheter un marché garanti, s'est révélé immédiatement rentable. Le profit a été en 1996 de 950 millions de francs, en hausse de 70% sur 1995. Certes, les tarifs n'ont pas pu augmenter plus que l'inflation, en raison d'un accord valable jusqu'en 2004. Mais la Light, sous prétexte de mise en sécurité du réseau, fait la chasse aux branchements pirates, qui sont bien souvent pour les pauvres le seul moyen

d'avoir du courant. La disparition des abonnés clandestins augmentera encore les profits.

Voilà ce que Chirac et les patrons français recherchent, au Brésil et dans le monde entier : des entreprises de bon rapport, achetables à bas prix, et dont les profits peuvent faire des bonds grâce aux dégraissages de personnel et à la mise en coupe réglée des clients.

Vincent GELAS



Gamma

LE RÉVEIL DU CONDOR

À propos de la fermeture de Renault-Vilvorde, Chirac a déclaré lors de son voyage sud-américain que ces fermetures d'usines, «c'est aussi, hélas, la vie». Comme «les arbres qui naissent, vivent et meurent, (...) les hommes et les entreprises aussi». Les maréchaux-ferrants d'autrefois ont bien disparu, a ajouté Chirac...

Certes, mais l'automobile n'est pas une branche morte et si on voit des usines qui ferment, on n'en voit pas beaucoup qui naissent. Trois à cinq millions de chômeurs en France, c'est ça «la vie»?

En Bolivie, Chirac a reçu l'ordre du Condor d'or. Pourquoi dor d'or?

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

ALBANIE : LA « TRANSITION VERS LE CAPITALISME »... OU VERS LA DÉBÂCLE

La révolte contre le président Sali Bérisha – accusé de complicité dans l'immense scandale financier qui a ruiné près de la moitié de la population – s'est donc transformée depuis le 28 février en une véritable insurrection populaire dans le sud du pays. Elle semble même avoir gagné certaines villes du nord et en tous cas la capitale Tirana, jusqu'ici considérées – du moins par la presse d'ici – comme fidèles à un dictateur particulièrement choyé par les puissances impérialistes dans la mesure où il était capable de maintenir l'ordre dans ce petit coin des Balkans.

La population albanaise fait depuis des années l'expérience de ce que peut lui apporter le retour du capitalisme dans un pays qui est le plus pauvre d'Europe : ni la prospérité économique, ni même la liberté. Mais plutôt la débâcle. Et pas même la possibilité de s'enfuir du pays : on se souvient de la tragédie de ces dizaines de milliers d'Albanais qui avaient tenté de trouver refuge en Italie il y six ans, refoulés comme tous les sans-papiers du monde. Avec mépris et sans ménagement.

Certes il y a eu l'illusion de l'alternance depuis la chute de la dictature en 1991. A la différence de la Bulgarie, de la Serbie et de la Roumanie jusqu'à une date récente, c'est un parti « libéral », « démocratique » et « anti-communiste » qui dirige le pays. Bien que Sali Bérisha soit lui-même un ancien dirigeant de l'ex-parti communiste, aujourd'hui dans l'opposition... Mais les habitudes de pouvoir sont restées les mêmes et la police politique – la même aussi – continue à inspirer une certaine crainte et la même haine que par le passé. Quant au capitalisme, il est en Albanie comme il est dans bien des pays pauvres. L'appareil productif, déjà complètement arriéré, continue de déperir, privatisé ou non. Mais les possibilités de s'enrichir existent malgré tout. Sur fond de corruption et de trafics en tous genres. Les fameuses sociétés « pyramidales » ont fait miroiter à chacun la possibilité de devenir « riche », c'est-à-dire de vivre comme en Occident. Pour mieux les voler. Les Albanais à l'origine de cette escroquerie n'ont rien inventé : les fonds d'investissement, comme MMM, en Russie avaient déjà donné l'exemple.

La crise politique en Albanie a donc ses véritables racines dans la misère et dans la désorganisation de toute l'économie. Dans le fait aussi que le changement de régime a été initié d'en haut par les tenants du pouvoir eux-mêmes, qui ont simplement profité de l'occasion pour s'enrichir davantage. Au bout de quelques années, il était peut-être inévitable que ceux d'en bas se réveillent, lassés d'être les dindons de la farce. Comme en Bulgarie ou en Serbie.

Le réveil en Albanie est simplement plus brutal qu'ailleurs. C'est d'ailleurs la première fois depuis l'insurrection ouvrière de Budapest en 1956 qu'une partie de la population en Europe non seulement se révolte mais prend les armes. Mais plus qu'ailleurs, c'est malheureusement dans la confusion.

Si une partie de l'armée s'est dans un premier temps sagement repliée dans le nord, une autre semble s'être dissoute, ou même avoir choisi le camp des insurgés. Sans qu'il soit possible de dire pour l'instant si c'est uniquement sous la pression des événements, ou si cela s'est fait avec l'assentiment du corps des officiers. Leurs motivations pèseront évi-

demment beaucoup dans l'avenir. Mais Bérisha n'a pas perdu toute possibilité de réagir. Il lui reste en particulier le SHIK, les services secrets, bien présents encore et capables d'encadrer ne serait-ce qu'une petite fraction de la population afin de rétablir l'ordre, ou de fournir le prétexte à une intervention militaire des puissances impérialistes, destinée – officiellement – à « protéger » la population des risques d'une guerre civile. On connaît ce genre de « protection ».

Qu'il y ait des armes entre les mains de la population ne signifie évidemment pas qu'on soit au bord d'un véritable changement de pouvoir ou d'une véritable révolution, ni même que sa révolte prenne un caractère véritablement radical. Même si au passage certains peuvent profiter de l'occasion pour régler leurs comptes avec quelques mouchards de la police, ou désignés comme tels. La population peut toujours parader fièrement devant les caméras avec quelques fusils, ce n'est pas elle qui a le pouvoir. Dans les villes insurgées, les seuls capables d'influer un tant soit peu sur les événements sont ceux qui disposent d'un minimum d'organisation : mafiosi ayant perdu beaucoup d'argent dans les sociétés « pyramidales » comme le rapportent certains journalistes, ou bureaucrates en rupture de ban, membres de l'ancien parti communiste ou d'autres partis prétendument « démocratiques », écartés par la clique rivale. Tous ces gens ne défendent ni de près ni de loin les intérêts de la population pauvre. Mais ils occupent la place parce qu'il n'y a personne d'autre.

Le drame de l'Albanie c'est que faute d'organisation et de perspective politique, la révolte de sa population risque de tourner court et de s'épuiser elle-même.

La formation d'un gouvernement de coalition nationale avec les partis d'opposition, et la promesse de nouvelles élections, n'ont cependant pas suffi jusqu'à présent à calmer les esprits. Le piège électoral qui avait si bien fonctionné en Serbie ou en Bulgarie – faire croire à la population qu'il suffit de remplacer des politiciens par leurs frères jumeaux pour changer son sort – est resté suspendu dans le vide, faute de relais politique suffisamment crédible dans la population. Ce qui laisse une chance aux hommes du pouvoir albanais actuel, et peut-être à Bérisha lui-même. Avec l'argent des États occidentaux, ils ont commencé à recruter des hommes de main pour les transformer en un corps destiné à suppléer aux faiblesses ou aux hésitations des piliers habituels de l'appareil d'État, police et armée. Et c'est là-dessus aussi que comptent les Occidentaux qui redoutent visiblement d'avoir à intervenir eux-mêmes pour rétablir l'ordre.

Maintenues sous la chape de plomb de dictatures les plus diverses, féodales ou prétendument communistes, les classes pauvres d'Albanie n'ont pas eu l'occasion jusqu'à présent d'intervenir directement dans l'arène politique. Elles risquent aujourd'hui et demain de faire les frais de bien des mésaventures et bien des désillusions. Mais c'est aussi au travers de ces expériences qu'un petit groupe de militants révolutionnaires, offrant de réelles perspectives politiques, pourrait se développer et acquérir de l'influence.

M. G.

Politiciens



Léotard et Pasqua lorsqu'ils étaient ministres en 1994. Deux politiciens très sensibles à l'électorat tenté par le FN.

LE FRONT NATIONAL ET LA GESTICULATION DES POLITICIENS

La déclaration de Léotard expliquant que son parti, l'UDF, n'aura « aucune complaisance ni pour le Front populaire, ni pour le Front National », c'est-à-dire renvoyant dos à dos la gauche et l'extrême-droite, a suscité diverses réactions.

Au sein même de la droite les propos de Léotard ont été critiqués, le secrétaire général adjoint du RPR, par exemple, se démarquant de son compère de l'UDF en expliquant que « le Parti Socialiste partage avec nous un certain nombre de valeurs républicaines auxquelles le FN, et c'est le moins que l'on puisse dire, n'est pas attaché ».

Mais c'est surtout à gauche que l'indignation a été la plus vive ; une indignation parfois mêlée d'une angoisse électorale comme celle qui a étreint ce député socialiste du Val-de-Marne craignant que la droite « n'accepte d'appliquer la stratégie du front républicain qu'à son seul bénéfice ».

Derrière ces déclarations les préoccupations électorales sont évidentes, tout comme il est évident d'ailleurs que la déclaration d'un Léotard avait elle aussi de telles arrière-pensées et visait à plaire à une fraction de l'électorat qui, dans sa circonscription du Var, entre autres, peut être attirée par le vote Le Pen.

Mais face au Front National le problème n'est pas électoral. Il est social, il est de s'en prendre à cette situation qui a permis à l'extrême-droite de se développer. Mais comment les partis de droite comme de gauche pourraient-ils s'en prendre à la racine d'un mal qu'ils ont eux-mêmes planté et aidé à pousser ? Ils en sont bien incapables et c'est pour cela que leurs affrontements transpi-

rent l'hypocrisie. Le parti de Le Pen est aujourd'hui pour tous ces politiciens un alibi qui justifie leurs marchandages. Et inutile de dire que ce ne sont pas ces petits calculs qui pourront faire reculer d'un pouce le Front National, ni même lui prendre une seule voix.

Le Front National s'est développé, y compris dans les classes populaires, sur un certain rejet des politiques menées par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis le début de la crise. Ces politiques ne s'en sont jamais pris aux causes réelles du chômage, à savoir les profits capitalistes ; ces politiques n'ont fait que désespérer les travailleurs surtout lorsqu'elles furent le fait d'une gauche qui disait vouloir lutter contre le chômage en réhabilitant le profit. Les profits n'ont cessé de croître... tout comme le chômage !

Et c'est cette politique qui, laissant monter le chômage, démoralisant les travailleurs, a fait le lit du Front National.

Oui, le Front National n'est pas un parti comme les autres. Il représente un danger mortel pour la classe ouvrière et plus généralement pour toute la population. Mais vouloir lui faire barrage sans déblayer le terrain qui a permis son ascension est un leurre, et les travailleurs pourraient payer fort cher de s'y laisser prendre. Le combat contre le Front National est un combat politique qui ne peut se dissocier du combat social. Seulement, dans ce combat, les travailleurs ne pourront compter sur aucun des partis responsables de la situation qui a permis le développement de l'extrême-droite.

Georges LATTIER

MESURES CONTRE LA POLLUTION :

UN COUP D'ÉPÉE DANS L'AIR?

Laisser sa voiture un jour sur deux au garage en cas de dépassement du taux d'alerte de pollution dans l'air, c'est la mesure annoncée par le gouvernement, à la suite des nouveaux pics de pollution du début mars. Les jours pairs, seules les voitures possédant une plaque d'immatriculation paire auront le droit de circuler. Et ce sera l'inverse les jours impairs. La mesure apparaît énergique. Reste à savoir si elle sera réellement efficace.

La pollution atmosphérique est dangereuse pour la santé, de toute façon, et peut même, quand elle dépasse la cote d'alerte, entraîner l'hospitalisation, voire le décès, de personnes souffrant d'affections respiratoires ou cardio-vasculaires. La pollution dans les grandes villes étant pour une très grande part due à la circulation automobile, pourquoi pas une telle mesure?

Mais son application sera problématique.

Seuls les particuliers seront concernés, pas les professionnels (médecins, livreurs, taxis, etc.).

Les policiers qui devront verbaliser les conducteurs en infraction devront se tordre le cou à scruter les immatriculations. Ils sont bien plus entraînés ces temps-ci à faire la chasse au faciès qu'à la parité de plaques minéralogiques. Il faudra de plus qu'ils estiment la bonne ou la mauvaise foi des contrevenants. On ne peut prévoir les pics de pollution qu'au mieux la veille, ce qui ne laisse guère de temps pour avertir les automobilistes concernés de ne pas prendre leur voiture le lendemain. À l'exemple de ce qui se passe au moment du passage à l'heure d'été ou d'hiver, on a beau l'annoncer plusieurs semaines à l'avance, cela n'empêche pas les nombreuses méprises. Comment distinguer entre la bonne et la mauvaise foi d'un automobiliste qui dira n'être pas averti? Parions que cela dépendra souvent de la tête, ou de la situation sociale, du client.

Évidemment, cette mesure ne gênera pas la grande partie des travailleurs qui utilisent les transports en commun pour se rendre au travail dans la Région parisienne. La gratuité de ces transports prévue ces

jours-là peut même en inciter d'autres à les utiliser. Sauf que parmi ceux qui n'ont pas le choix, car situés trop loin d'une gare, cela handicapera plus les salariés que les plus riches. En effet, si l'amende peut représenter près d'une journée de salaire pour un salarié, les patrons ou les cadres sauront la faire passer en frais de société. Cela ne gênera pas non plus tous ceux qui ont les moyens de disposer de deux voitures : une pour les jours pairs, l'autre pour les jours impairs. Sans parler de ceux qui peuvent se payer le taxi ou une voiture de location (en note de frais).

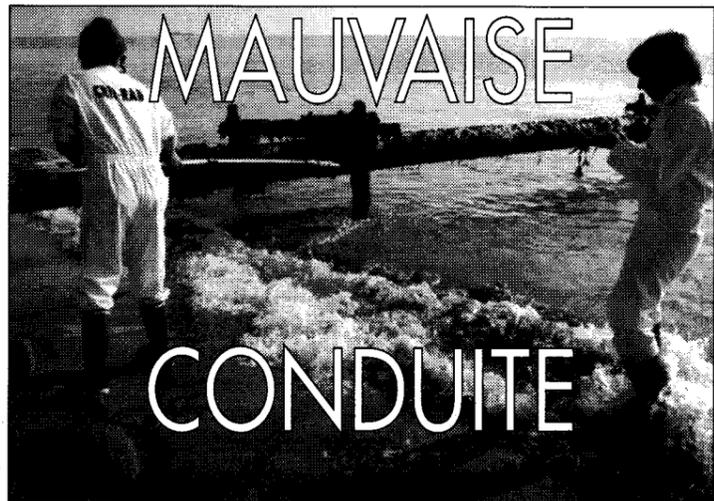
Il est aussi prévu d'inciter au «co-voiturage». Dans ce cas on pourra utiliser sa voiture quel que soit le numéro de sa plaque, si on transporte au moins deux passagers. Cela risque de rester très limité et posera, là encore, des problèmes de mise en œuvre pratiques : comment juger si l'automobiliste dit vrai en affir-

mant qu'il vient de déposer ses «co-voiturés»?

Cette proposition, qui n'a par elle-même rien de choquant, sauf qu'elle risque d'être de peu d'effet sur la pollution, peut évidemment plaire aux écologistes, plus prêts à pointer du doigt les comportements individuels qu'à mettre en cause l'organisation générale de la société. Si ces propositions ne diminuent pas vraiment le dioxyde de soufre ou d'azote dans l'air, elles peuvent ramener quelques voix au gouvernement. Car en atmosphère préélectorale, le moteur de la démagogie tourne à plein régime!

Faute de développer en quantité et en qualité les transports en commun, la seule mesure efficace de salubrité publique serait, en cas de pic de pollution, de ne pas aller travailler en étant payé. Et là, on n'aurait plus besoin de képis pour la faire respecter.

Christian BERNAC



À L'USINE DE LA HAGUE

À l'occasion de la récente grande marée, la conduite qui mène jusqu'à la pleine mer les déchets de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de La Hague s'est retrouvée découverte, donnant l'occasion aux militants de Greenpeace d'effectuer des mesures qui ont mis en évidence un risque certain : un pêcheur qui se serait assis trois heures sur la conduite aurait absorbé en une seule fois un cinquième de la dose

supportable annuellement selon les normes actuelles, et même toute cette dose selon les normes qui devront prendre effet dans trois ans.

Cette conduite dépend de la Cogema, société privée qui est contrôlée par le Commissariat à l'Énergie Atomique, qui effectue à La Hague le retraitement du combustible des centrales nucléaires. À plusieurs reprises des incidents se sont produits sur le site de La Hague. Cette même conduite a subi des fuites plusieurs dizaines de fois depuis trente ans, le long de son parcours sous-marin et surtout le long de son parcours terrestre. Les mesures effectuées en mer mettent en évidence une irradiation très légère mais permanente. Depuis décembre 1993 une étude, contestée il est vrai par d'autres scientifiques, affirme que le nombre de leucémies est légèrement plus important aux alentours du centre de La Hague.

Il est bien difficile de démêler les informations vraiment inquiétantes de celles qui le sont un peu moins, car la Cogema garde soigneusement le secret sur ces incidents et sur ses propres mesures, cherchant à minimiser en permanence celles des écologistes. C'est peu de dire qu'elle ne joue pas la transparence. Et la Cogema s'est seulement engagée à entourer de balises la conduite, afin de signaler le danger pour les prochaines très grandes marées. Mais est-elle bien sûre que les radiations seront arrêtées par le respect des balises?



Le gouvernement a décidé de faire redémarrer Superphénix. Ce surgénérateur nucléaire, qui avait dû être arrêté en juin 1990 à la suite d'une impressionnante série de fuites et d'arrêts d'urgence, avait redémarré en août 1994, avec l'objectif non plus de produire de l'électricité mais de servir de centre de recherche afin de préparer sa reconversion en incinérateur de déchets nucléaires.

Les arguments pour justifier cette remise en activité du surgénérateur avaient été

contestés par les associations écologistes qui s'opposaient à ce redémarrage. Le Conseil d'État qui avait été saisi de l'affaire venait de leur donner raison. Qu'à cela ne tienne! Le gouvernement prépare un décret qui, en terme de procédure, lui permettra de passer outre à l'opinion du Conseil d'État et de mettre en application sa décision.

Le gouvernement se moque bien de l'avis de la population, à commencer par celui des habitants de la région. La ministre de

l'Environnement, Corinne Lepage, avait déclaré qu'elle faisait de cette enquête une question de principe, et que «le moment était venu d'aller vers plus de transparence en matière nucléaire». Juppé lui a rappelé que dans ce domaine – comme dans les autres – c'était lui le patron. Elle a donc été priée de s'occuper de babioles : la circulation alternée les jours de grande pollution par exemple.

D. M.

Roger PÉRIER

Albanie

Les quinze ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne, réunis le week-end passé en Hollande afin d'examiner les événements d'Albanie, ont finalement décidé de ne pas intervenir militairement pour l'instant. Ils ont cependant envoyé une « mission d'évaluation » afin de juger de la situation et promis d'envoyer une aide financière et humanitaire « dès que les conditions de sécurité seront assurées ».

Face au soulèvement de la population albanaise, les gouvernements européens s'inquiètent des risques d'extension.

LA PEUR DE LA CONTAGION

L'explosion de colère a gagné en quelques jours les principales villes du pays, ouvrant les casernes, les bâtiments de la milice et de la police, neutralisant militaires et policiers quand elle ne se les ralliait pas. Par milliers, des femmes, des jeunes, des vieux, des enfants, tous les pauvres ont ramassé les armes qu'ils trouvaient et se sont servis dans les magasins d'alimentation, de vêtements, de tout ce dont ils étaient privés.

L'explosion sociale s'est transformée en insurrection et a disloqué l'appareil d'État albanaise en quelques jours.

Confrontés à un tel soulèvement, les gouvernements européens et américains voudraient le retour à l'ordre, l'extinction de ce brasier allumé en plein cœur des Balkans qui menace de gagner les pays voisins. En premier lieu les régions peuplées d'Albanais, comme le Kosovo, ex-région autonome de Serbie à majorité albanaise, ou la Macédoine où ils constituent une importante minorité. Mais qui pourrait être certain que le feu ne se propagera pas au-delà, vers la Roumanie ou la Bulgarie, où la transition d'une économie largement étatisée vers le capitalisme sauvage se traduit par l'effondrement de l'économie et par la plongée dans la misère de populations déjà démunies.

Mais éteindre le foyer allumé en Albanie n'est pas si simple, ni politiquement ni même militairement. L'envoi de troupes en

CONTRE LA POPULATION SOULEVÉE LES MENACES S'ACCUMULENT

Albanie pourrait signifier mettre le doigt dans un nouvel engrenage et risquer de s'engager bien au-delà des limites souhaitées par les puissances européennes, sans résoudre quoi que ce soit. Ce qui se passe dans la Bosnie toute proche suffit à le rappeler. D'autre part, si le problème des gouvernements européens est bien d'intervenir contre la population albanaise afin de rétablir l'ordre, encore faudrait-il qu'il existe des forces politiques de rechange jouissant d'une certaine crédibilité dans le pays, d'une certaine autorité. Or, aujourd'hui en Albanie, de ce point de vue, aucune force ne se dégage pouvant être susceptible de pouvoir jouer un tel rôle.

LES CANDIDATS AU POUVOIR

Sali Berisha, qui incarne le pouvoir en place au moment de l'explosion sociale, est déconsidéré. Et il n'est pas dit que l'opposition dirigée par le Parti Socialiste (issu de l'ex-Parti Communiste) ait réussi à faire oublier son rôle durant les décennies de la dictature d'Enver Hodja. Son dirigeant, Fatos Nano, à peine sorti de prison, amnistié à la hâte par Berisha, s'est dépêché de se montrer un homme politique responsable, désireux de rétablir l'ordre. Il se présente comme l'homme de la « réconciliation nationale », tendant la main au président en place tout en étant candidat à sa succession... « Si le peuple le veut ». Mais il en est réduit lui aussi à « inviter le peuple », d'abord à rendre les armes prises



Le dirigeant du Parti Socialiste et ancien Premier ministre Fatos Nano (à gauche) recevant l'actuel Premier ministre Baskam Fino au siège du PS.

et, ensuite, à attendre ce qui sortira des prochaines élections au Parlement dont il espère bien être le principal bénéficiaire.

Mais le problème des uns et des autres, et derrière eux des puissances impérialistes, est la reconstitution de l'armée, de la police et le désarmement de la population.

LE DRAME DE LA POPULATION ALBANAISE

Le drame des masses pauvres soulevées, c'est que si leurs adversaires ont une politique et une perspective, elles-mêmes en sont dépourvues, et il n'existe de toute évidence aucune force désireuse de leur proposer une politique et une perspective correspondant à leurs intérêts. La population est armée. Mais les

fusils ne remplacent pas la politique. Les masses ont été capables d'ébranler le pouvoir d'en face et d'en disloquer les instruments. Mais elles ne se proposent pas comme objectif de prendre elles-mêmes le pouvoir. Et sans cette perspective-là, le vide du pouvoir momentanément créé ne tardera pas à se combler d'une manière ou d'une autre, mais en aucun cas en faveur des masses pauvres.

Les mafieux, les aventuriers qui étaient à l'œuvre dans le pays avant les événements occupent le terrain dans de nombreux endroits. Aucune force organisée, du côté des pauvres et des travailleurs du pays, ne se présente pour leur barrer la route et ils peuvent, les armes à la main et la faveur du chaos ambiant, faire régner la terreur sur la population. Et puis, dans les places laissées vides par tous ceux qui ont fui devant la colère de la

population soulevée, s'installent déjà des ex-colonels et généraux, les anciens maires et autres notables qui ont pris la tête, un peu partout, des « Comités de salut public » constitués dans le feu de la révolte, sans que personne, aujourd'hui, ne leur conteste ce rôle et ces places.

Le malheur de la population albanaise soulevée est qu'il lui manque les hommes, les militants, le parti préparés à défendre jusqu'au bout ses intérêts politiques, à permettre à la situation qu'elle a créée d'aller jusqu'au bout des possibilités, à mobiliser tous les moyens pour faire en sorte qu'elle ne soit pas spoliée des fruits de sa lutte et de sa révolte.

Mais ceux d'en face ne l'ont pas encore emporté. Il n'est pas dit que la population se laissera imposer les projets, d'où qu'ils viennent, qui se préparent sans elle et surtout contre elle.

Lucienne PLAIN

LES DERNIERS JOURS DU RÉGIME MOBUTU

C'est sans difficulté que, le 16 mars, les rebelles dirigés par Laurent-Désiré Kabila se sont rendus maîtres de Kisangani, troisième ville du pays et capitale du Haut-Zaïre. Après avoir conquis plus d'un cinquième du territoire à l'est du pays, ils s'avancent maintenant vers les riches régions minières du Shaba (ex-Katanga) et du Kasai.

Il est vrai que, depuis le début du conflit, l'armée du dictateur Mobutu n'a guère opposé de résis-

tance, plus prompte à rançonner les populations et à piller les villes rencontrées dans sa fuite qu'à combattre les troupes de Kabila. Et les centaines de mercenaires recrutés officiellement par le régime pour l'encadrer n'ont en rien arrêté cette débâcle qui menace aujourd'hui de s'abattre sur la capitale, Kinshasa.

La défaite militaire de Kisangani étale au grand jour la décomposition non seulement de l'armée zaïroise, mais de l'ensemble de l'appareil d'État, miné par trois décennies de corruption et de trafics en tous genres. Et il semble bien qu'indépendamment du cancer qui ronge Mobutu, les jours de ce dictateur sanguinaire au pouvoir soient désormais comptés.

Le gouvernement français, qui

depuis trente ans a toujours soutenu le régime de Mobutu, en dépit de la corruption, des pillages et de la dictature qu'il imposait au pays, aura jusqu'au bout tenté de lui sauver la mise. Sa dernière tentative a consisté à plaider sans succès pour une intervention militaire, sous couvert d'urgence humanitaire, avant la chute de Kisangani. Ce faisant, l'impérialisme français a misé sur le mauvais cheval et, face à leurs concurrents, les trusts français risquent bien de payer ce parti pris pour Mobutu.

En revanche, les puissances impérialistes américaine et belge, rivales de la France dans cette partie de l'Afrique, semblent avoir choisi avec plus ou moins d'empressement le camp de Kabila. Il

est vrai qu'en dépit de ses références passées au côté des leaders tiers-mondistes, comme Lumumba et Che Guevara, Kabila a su depuis donner des gages de loyauté vis-à-vis de l'impérialisme, et de l'impérialisme américain en particulier. Le fait est que, dans les territoires zaïrois désormais sous son contrôle, un certain ordre est imposé qui tranche avec la déliquescence de l'État de Mobutu. D'ailleurs, les trusts miniers et diamantaires ne semblent pas s'émouvoir outre mesure de l'avancée des troupes de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo de Kabila, avec qui les représentants de la De Beers, de la Sibeka et d'autres firmes se disent tout à fait prêts à composer.

Quant à la population zaïroise et aux milliers de réfugiés, s'ils n'ont rien à regretter dans la chute imminente de Mobutu, ils n'ont pas grand-chose à espérer de Kabila, même si aujourd'hui celui-ci se pose en « sauveur » et « libérateur ». A moins qu'elles ne s'emparent elles-mêmes des armes pour balayer le peu qui reste du régime de Mobutu et faire valoir leurs propres intérêts, les masses pauvres du Zaïre risquent de devoir constater que les régimes ont beau se succéder, la dictature et la misère restent le seul avenir que l'impérialisme et les trusts, qu'ils soient belges, français ou américains, leur dessinent.

Roger MEYNIER



Des éléments des forces armées zaïroises tentant de s'opposer à l'avance des rebelles près de Kisangani.

AFF

Iran

LA RÉPRESSION FRAPPE LES OUVRIERS DU PÉTROLE

La chape de plomb que le régime de la République islamique fait peser sur la classe ouvrière comme sur l'ensemble de la société iranienne fait que les informations concernant le mouvement ouvrier de ce pays sont rares, et plus que sujettes à caution quand elles ont été filtrées par les services du gouvernement. Des dizaines de milliers de militants ouvriers ou de gauche ont été arrêtés, emprisonnés, torturés et tués dans les répressions féroces qui ont accompagné et suivi la consolidation du pouvoir de Khomeiny au début des années 1980. Pourtant malgré les conditions très difficiles et les énormes obstacles les travailleurs iraniens ne

restent ni totalement muets ni sans réaction. La lutte de classe continue en Iran. En témoignent les informations suivantes que nous a fait parvenir le Comité de défense des luttes des ouvriers du pétrole iraniens mis sur pied par les militants en exil en Europe de plusieurs organisations de gauche et d'extrême-gauche (le Parti Communiste d'Iran, l'Union de la Gauche Ouvrière Iranienne, l'Association des Ouvriers Réfugiés et Immigrés Iraniens).

Les 5 et 6 février 1997, les ouvriers de la raffinerie de Téhéran (accompagnés des ouvriers de la Diffusion, des Lignes et de la Société Nationale du Gaz) des villes de Chiraz, Esfahan et Tabriz ont élu leurs propres représentants

et les ont envoyés à Téhéran afin de former leur fédération. Le gouvernement a dissous la réunion organisée à Téhéran le 7 février par les élus ouvriers et a assigné ces derniers à résidence dans leurs villes respectives. Une semaine après, le gouvernement a demandé aux ouvriers d'envoyer leurs représentants à Téhéran pour des pourparlers qui n'ont donné aucun résultat.

Le 16 février 1997, les Pasdarans ont encerclé le rassemblement de deux mille ouvriers du pétrole et leurs représentants devant le ministère du Pétrole à Téhéran et se sont mis à les brutaliser. Les ouvriers ont résisté et les Pasdarans ont commencé à tirer en l'air pour disperser les manifestants. Ensuite, de nombreux cars ont été amenés par les Pasdarans sur les lieux et plusieurs ouvriers ainsi que leurs représentants ont été arrêtés et emmenés dans ces cars vers une prison inconnue. Jusqu'à 21 heures ce soir-là à Téhéran les agents du

régime ont procédé à des arrestations des ouvriers à leur domicile.

Le 19 février, les travailleurs du pétrole de la raffinerie de Chiraz ont organisé une marche sur la ville pour demander la remise en liberté de leurs camarades et la satisfaction de toutes leurs revendications par le gouvernement, y compris le droit de s'organiser et le droit à des conventions collectives.

Peu après, une nouvelle vague d'arrestations a commencé, et plus de 50 travailleurs, y compris quelques-uns de leurs dirigeants, ont été emmenés vers une prison inconnue.

Le 2 mars le Comité a reçu des informations de sources fiables en Iran qu'au moins deux des manifestants du 16 février à Téhéran sont morts lors de leur détention des suites de leurs blessures. Le nom d'un des deux étant connu, Gholam Barzegar. D'après d'autres informations reçues de travailleurs du pétrole eux-mêmes

deux autres travailleurs seraient morts sous la torture. Là aussi l'identité de l'un, Hashem Kamely, est révélée.

En réponse à une lettre de la Campagne de solidarité internationale des syndicats, l'ambassade de la République islamique à Londres a reconnu qu'il y avait bien eu « un mouvement de protestation des travailleurs de la raffinerie de Téhéran », qu'il « concernait leurs bas salaires et demandait que le ministère prenne des mesures pour résoudre leurs problèmes de salaires » et « de conditions de vie ».

La lettre de l'ambassade ajoute... qu'il y a eu des négociations et que les problèmes sont résolus.

Résolus comme toujours avec ce régime par les arrestations, la torture et des morts. Mais de toute évidence même la plus féroce répression n'est pas venue à bout de la résistance des travailleurs d'Iran, auxquels va toute notre solidarité.

Renault

LA DEUXIÈME VISITE DES TRAVAILLEURS DE VILVORDE À DOUAI

Pour leur deuxième visite à l'usine de Douai, le jeudi 13 mars, les travailleurs belges étaient moins nombreux que la première fois, ils sont venus à 300 au lieu de 800, mais ils étaient toujours aussi déterminés et convaincants.

La direction, instruite par l'expérience, n'a pas osé fermer le portail ne souhaitant pas que l'une de ses clôtures se retrouve de nouveau à terre. Les ouvriers de Vilvorde sont donc rentrés par la grande porte.

Nous n'avions même pas besoin de nous demander s'il fallait débrayer, car les chaînes et les robots s'arrêtaient de toute façon, soit parce que les chefs eux-mêmes les arrêtaient, soit parce que les ouvriers belges savaient appuyer sur les bons boutons. Ils connaissent maintenant l'usine tout comme ils connaissent aussi personnellement certains d'entre nous avec qui ils avaient sympathisé la première fois.

Ceux qui suivaient le défilé des travailleurs belges dans les ateliers n'étaient peut-être pas plus nombreux que lors

de la première visite, mais l'ambiance était encore meilleure, et cela s'est vu. Contrairement à ce qui s'était passé le 5 mars, les ouvriers de Vilvorde ne sont pas repartis seuls jusqu'à leurs bus. Ils ont été accompagnés par près de 400 ouvriers de Douai, qui sont ressortis de l'usine pour cela, défiant les chefs qui remettaient les chaînes en route. Les retrouvailles et les « au-revoir » étaient marqués par la même émotion et la même solidarité. Chacun sent bien que ce qui arrive à Vilvorde pourrait aussi bien se produire à Douai. Et tous déclarent qu'il n'est pas question de produire à leur place les Mégane qu'ils faisaient. Cela se sait en Belgique. Et les travailleurs belges le montraient bien en applaudissant chaleureusement la centaine de travailleurs de Douai venus manifester à Bruxelles le dimanche 16 mars. Ceux de Douai en étaient à la fois fiers et émus. Et c'est bien ainsi car rien ne doit empêcher les travailleurs de différentes nationalités de montrer qu'ils ont les mêmes intérêts, et que ni les clôtures d'usine ni les frontières ne doivent les séparer.

Correspondant LO

AFP



Lors de la première visite de ceux de Vilvorde...

LES PATRONS VEULENT LA COMPÉTITIVITÉ ... DES PROFITS

Lundi 17 mars, invité à s'expliquer sur France 2 sur la fermeture de l'usine de Vilvorde, le représentant de Renault a une nouvelle fois invoqué « la compétitivité nécessaire » de la firme pour justifier les 3 100 licenciements. D'ailleurs c'est au nom de la même « compétitivité » que le même a annoncé la continuation des suppressions d'emplois chez Renault au rythme d'environ 3 000 par an au moins pour les cinq prochaines années. Le représentant du patronat de la métallurgie présent à la même émission a élargi le problème, déclarant que cette nécessité s'imposait dans toutes les entreprises.

Mais derrière ce mot de « compétitivité », employé à tort et à travers, on laisse entendre que pour pouvoir écouler la production de leurs usines, ou de leurs services, les pauvres patrons seraient obligés de supprimer des emplois afin de vendre à meilleur coût. C'est un tour de passe-passe et un mensonge éhonté. Les patrons de l'automobile, comme les autres, ne sont préoccupés que de la seule rentabilité de leurs profits. Ce qu'ils veulent savoir c'est : combien ça rapporte, combien de dividendes ils pourront distribuer à leurs actionnaires en fin d'année, ou combien ils auront permis aux circuits financiers et autres d'empocher dans le cas d'une entreprise comme Renault. Que pour cela il faille produire plus ou moins, cela n'est qu'accessoire.

D'ailleurs ce sont les patrons de l'automobile qui en ont fait eux-mêmes le mieux la démonstration. Depuis des années qu'ils invoquent la « compétitivité », ils ont supprimé des dizaines de milliers d'emplois, bloqué les

salaires, aggravé les conditions de travail, bref diminué dans des proportions très importantes le prix de revient des voitures, ce qu'ils appellent les gains de productivité. Mais dans le même temps, loin de diminuer, le prix de vente des voitures n'a cessé d'augmenter, à un rythme plus rapide que le taux moyen de la hausse des prix. Pendant des années ce taux d'augmentation du prix des voitures a été le double de la moyenne. Le temps nécessaire à la fabrication de chaque nouveau véhicule baissait d'au moins 20 %, mais son prix grimpeait...

Vendre moins, pour ces patrons comme pour les autres, quelle importance si cela permet de gagner plus. Mais l'escroquerie réside dans le fait que quand les patrons évoquent la « nécessaire » diminution des coûts de main-d'œuvre, ils oublient de préciser que dans l'automobile aujourd'hui la part des salaires dans le prix de revient d'un véhicule est inférieur à 10 %, comme dans la plupart des autres secteurs de

l'industrie et des services. Seulement, c'est sur cette part qu'ils entendent faire porter la pression des sacrifices qu'ils veulent imposer.

Alors les travailleurs sont en droit d'exiger de savoir où sont passés les milliards de profits accumulés au cours des années passées et où passe aujourd'hui ce qui est produit par le travail des ouvriers, des employés, de tous ceux qui concourent à créer les richesses. Ce contrôle réel pourrait permettre de voir le montant astronomique des profits dégagés au bénéfice des patrons et des financiers qui prennent leur dîme sur tout. Et l'on verrait alors qu'il suffirait de s'en prendre aux revenus de tous ces profiteurs pour produire sans licencier, et en faisant que les « gains de productivité » se traduisent par des réductions du temps de travail et de sa pénibilité, par une vie meilleure pour tous au lieu d'une richesse invraisemblable pour quelques-uns.

Paul SOREL

Tri Postal
Clermont-Ferrand

DEUXIÈME SEMAINE DE GRÈVE

Curieuse ouverture du nouveau centre de tri postal, dernier cri de l'automatisme : il reste fermé, paralysé par la grève des employés qui s'opposent aux suppressions de postes et aux licenciements.

Profitant du transfert du centre de tri, la direction de La Poste a décidé de faire des économies radicales en supprimant 59 postes, et de se débarrasser de 43 travailleurs contractuels.

Aussi les travailleurs concernés n'avaient-ils pas attendu l'ouverture officielle du nouveau centre de tri pour réagir. Depuis des mois, à l'appel des syndicats CGT et SUD-PTT, ils ont multiplié les gestes de protestation : débrayages, rassemblements devant la direction de La Poste, et quatre journées de grève en février, chaque jeudi. Et depuis le 10 mars, ils sont en grève illimitée.

C'est l'emploi qui motive les grévistes, leur effectif devant passer de 422 à 363. La technologie se modernise, mais pas les conditions de travail. Le système des contrats se développe toujours plus, avec des temps partiels de 20, 25 ou 30 heures avec de tout petits salaires donc.

La seule concession admise par la direction consiste à titulariser une vingtaine de contrats à durée déterminée (CDD) en les transformant en CDI et d'augmenter les horaires d'une vingtaine d'agents, de façon à ce qu'ils touchent un salaire à peu près complet...

Les grévistes estiment cela tout à fait insuffisant. Et surtout ils ne veulent pas des conséquences de ces réductions d'effectifs, c'est-à-dire une nouvelle grille horaire avec des brigades de nuit, de minuit à six ou sept heures du matin, cinq jours sur

sept, par roulement. Et l'avenir n'est guère assuré quand on les prévient qu'un tel système durerait deux ans, avec des effectifs qui tomberaient de 42 à 6.

Malgré les manœuvres de la direction : faire attendre les syndicats neuf jours avant d'accepter un rendez-vous pour commencer les négociations ; mettre en place des services parallèles et privés pour traiter une partie du courrier qui s'accumule - et là chacun constate qu'il y a de l'argent pour tenter de briser la grève - les grévistes restent décidés à tenir. S'il n'y a que 20 % de grévistes le jour, ce sont les équipes de nuit qui constituent l'essentiel des effectifs, et c'est là qu'on y trouve les plus combattifs : ils votent la grève chaque soir à plus de 90 %.

Correspondant LO

Hôpital Saint-Antoine (Paris)

UN REcul DE L'A.P.

Depuis trois ans, l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, applique l'aménagement du temps de travail de nuit, soit 35 heures payées 39 heures. En fait, le personnel de nuit travaille 10 heures d'affilée chaque nuit, mais la direction a un calcul différent pour le travail et pour le repos. Si on est absent (congé maladie, pour « enfant malade », récupération d'un jour férié travaillé), elle compte notre absence comme si nous travaillions de jour, soit 7h48. Mais comme l'amplitude de la nuit est de 10 heures, elle estime qu'on lui doit 2h12 par nuit d'absence et elle réclame qu'on les lui rende en prenant sur nos jours fériés, ou plutôt elle réclamait... jusqu'à ce que la protestation de ce début mars la fasse reculer.

En fait c'est depuis septembre 1996 qu'une certaine agitation se fait sentir chez le personnel de nuit, autour d'assemblées générales organisées par la CGT ou par des gens de nuit. À chaque fois, les assemblées ont réuni une trentaine de personnes, syndiquées ou non, jamais les mêmes, revenant parfois sur leur repos. Les réunions ont permis une rencontre entre des gens qui ont rarement l'occasion de se voir, chaque service étant isolé des autres. Il ne sortait aucune proposition concrète d'action, mais une envie de faire quelque chose et d'exprimer pour certains un ras-le-bol, pas seulement des heures volées mais aussi des conditions de travail...

En février 1997, les assem-

blées générales ont repris, avec toujours le même roulement (l'équipe de nuit comprend environ 450 personnes), mais avec cette fois la proposition de la CGT d'envahir le CTEC (Comité technique d'établissement central) du 7 mars à l'avenue Victoria (siège de l'Assistance Publique) pour imposer une entrevue avec le directeur. Un petit noyau dur partit ainsi à la direction, avenue Victoria, où il y avait au total un peu moins de 100 personnes et sept hôpitaux, représentés essentiellement par des délégués syndicaux CGT. Le groupe réussit à pénétrer jusqu'au lieu de la réunion et à interrompre celle-ci. La CGT demanda un rendez-vous au directeur. Un rendez-vous fut

obtenu pour le 13 mars avec la direction centrale, étant entendu que ce serait en présence des syndicats mais aussi du personnel. Le petit groupe de Saint-Antoine, aidé de la CGT, colla des affiches dans tout l'hôpital, appelant à une AG le dimanche et le mardi soir suivants, et fit le tour des services pour toucher le plus de monde.

Le jeudi 13 mars, c'est 200 personnes de Saint-Antoine et de quatre autres établissements qui se retrouvèrent avenue Victoria pour l'entrevue, à la sortie de laquelle le directeur de l'AP céda sur les points principaux :

- tous les types de congés sont pris en jour et ne font plus l'objet d'aucune retenue horaire ;

- un repos systématique nommé « descente de veille », la veille d'une absence syndicale, professionnelle ;

- l'indemnité de nuit apparaissant en tant que telle sur la feuille de paie.

Il ne reste qu'à vérifier l'application. Cette mobilisation était loin d'être majoritaire par le peu d'établissements qu'elle a touchés et le nombre de gens qu'elle a mobilisés, même si ceux qui y ont participé étaient décidés. Mais si l'AP a reculé sur un point qui aggravait les conditions de travail, c'est sans doute à cause du climat actuel dans les hôpitaux. Et cela aura quand même appris à chacun d'entre nous que la lutte paie.

Correspondant LO

Grève des internes



POUR LA QUALITÉ DES SOINS OU

POUR LES INTÉRÊTS DES MÉDECINS LIBÉRAUX ?

Dans le secteur hospitalier, le plan Juppé de « maîtrise des dépenses de santé » se traduit par des fermetures d'hôpitaux, d'unités de soins et de lits, des limitations de crédits, des suppressions de postes...

Pour les infirmières, les aides-soignantes, les brancardiers, pour tous ceux qui concourent à l'accueil et aux soins des malades, les conditions de travail s'aggravent encore.

Mais, il y a une dizaine de jours, ce sont les internes des hôpitaux et les chefs de clinique qui se sont mis en grève et qui, le dimanche 15 mars, se sont joints à une manifestation des syndicats de médecins « libéraux » au nom de la lutte « contre le rationnement des soins ».

Il faut dire, autre aspect du plan Juppé, que les médecins seront désormais pénalisés sur ce qu'ils prescrivent et sur ce qu'ils perçoivent en honoraires, c'est-à-dire sur le nombre de leurs consultations et visites. S'ils dépassent les objectifs fixés par le gouvernement (pour les généralistes, pas plus de 2,4% d'augmentation pour les honoraires et de 1,3% pour les prescriptions et, pour les spécialistes, pas plus de 1,4% pour les honoraires et de 0,5% pour les prescriptions), ils devront reverser à la Sécurité sociale une partie de leurs honoraires.

Le problème des internes, c'est que lorsqu'ils s'installeront, ils commenceront à zéro. Il était prévu qu'ils échappent aux pénalités financières pendant les cinq années suivant leur installation. Ça ne leur suffisait pas. Ils ont réclamé et obtenu sept années d'exonération. Certains ont décidé d'arrêter là. D'autres par contre

continuent en cherchant à obtenir ce que les médecins « libéraux » n'ont pas obtenu, c'est-à-dire la suppression de toute pénalité concernant l'augmentation des « soins », disent-ils, mais en réalité de leurs honoraires. D'autant qu'ils pourraient réclamer l'abrogation des sanctions financières pour les soins, sans le demander pour leurs honoraires (dans les remboursements de la Sécu, la part des honoraires est supérieure à celle des médicaments et l'industrie pharmaceutique ne fait pourtant pas de cadeaux).

En fait, sous prétexte de lutte « contre le rationnement des soins », c'est leur beefsteak de demain que défendent la plupart des internes. Les internes et chefs de clinique marchent pour les médecins installés car ces derniers n'ont guère envie de faire grève car ils n'ont pas envie de perdre de l'argent. Tandis que les internes, eux, ils ont les moyens de faire pression : une grève des soins et des

urgences à l'hôpital, ça se voit et c'est efficace. Témoin, l'appel des directeurs de centres hospitaliers universitaires qui en appellent « au sens civique des internes pour qu'ils assurent au moins la prise en charge des malades dans les services sensibles ». Et si les internes se sont joints aux manifestations des médecins libéraux, c'est non pas, comme ils le prétendent avec une certaine hypocrisie, pour défendre les malades mais pour leur futur statut social, leur compte en banque de demain.

On a pu voir à la télé des internes pleurer sur leur salaire de 8 500 F par mois en faisant mine d'oublier qu'ils sont ainsi payés pour apprendre un métier qu'ils exerceront demain, dans le privé.

Parmi les syndicats de médecins libéraux, certains sont franchement réactionnaires. Un de leurs dirigeants rappelait récemment à Chirac que les médecins avaient majo-

ritairement voté pour lui, avant de déclarer qu'en 1998 ils pourraient bien voter pour le Front National.

Toujours est-il que la lutte des internes serait beaucoup plus convaincante si, au lieu de mettre en avant leurs honoraires, ils se battaient contre la réduction du budget de fonctionnement des hôpitaux. Hôpitaux où ils sont encore et où ils peuvent voir les conditions des soins apportés aux malades et les conditions de travail des aides-soignantes, infirmières et autres qui, elles, l'année prochaine ne seront pas installées en libéral.

Sans parler qu'une fois installés, ils protesteront sans doute, comme une majorité de leurs confrères « libéraux » contre les grévistes de la SNCF et de la RATP qui « prennent les usagers en otage », sans se gêner, eux, aujourd'hui pour le faire avec les malades.

Sophie GARGAN

Mines de potasse d'Alsace

UNE FIN DE GRÈVE ANNONCÉE PAR RADIO

Assemblée générale des mineurs au puits Joseph Else.



Samedi 15 mars au matin, les 40 mineurs du piquet de grève du puits Joseph-Else, occupé depuis le 27 février, apprennent en lisant le journal que leur grève était finie, la direction et les syndicats ayant trouvé un compromis la veille dans l'après-midi. Il n'y eut pas de colère, seulement de l'ironie amère : « On ne savait pas qu'on pouvait faire un piquet de grève sans être en grève ! » La plupart décidèrent de rentrer chez eux sans attendre l'assemblée générale prévue le matin. 150 mineurs seulement de tout le bassin minier y sont venus. La plupart des mineurs ayant entendu

la nouvelle de la reprise par radio, et ne voulant pas remettre en cause la décision de l'intersyndicale prise dans leur dos, auraient eu le sentiment de cautionner cette décision par leur présence.

À l'assemblée générale, rien ne fut soumis au vote. Les syndicalistes essayèrent juste de donner le change aux présents par des discours radicaux : « Ce n'est pas la fin de la grève, ce n'est qu'une suspension de 72 heures, le temps de voir ce que la direction a à nous proposer. Et ensuite, si on n'est pas satisfait, elle verra notre colère », etc., etc.

Mais en fait l'intersyndicale, qui « suspendait » la grève pour voir le jeu patronal, savait certainement ce qu'allait proposer la direction puisque, dans la presse de samedi, on pouvait lire dans une déclaration commune direction-syndicats qu'ils cherchaient un accord sur le fait que les mineurs puissent arrêter leur activité à 55 ans (60 dans les propositions précédentes) tout en bénéficiant d'un complément de ressources de 55 à 60 ans. Et par ailleurs, dans les jours précédents, certains syndicalistes « bien informés » laissaient glisser l'information que, si on abandonnait l'occupation du puits Joseph-Else (mais pas la grève), la direction donnerait quelque chose qui

satisferait tous les mineurs.

L'intersyndicale a pris sa décision dans le dos de tout le monde, car elle avait bien senti dans les jours qui précédaient le 15 mars que la majorité des grévistes ne voulait pas céder au chantage de la direction : si vous abandonnez l'occupation de Joseph-Else, j'ouvre à nouveau les négociations. Et il était encore moins dans l'esprit des grévistes d'abandonner la grève. Ceci dit, les mineurs n'étaient pas prêts à se passer des syndicats pour continuer la lutte. Aussi l'accueil fait aux discours syndicaux fut glacial, mais personne ne reprit la proposition faite par un mineur de continuer la grève et l'occupation de Joseph-Else. Lundi et

mardi, au travail, l'ambiance était à la méfiance des syndicats mais aussi à l'attente, avec espoir, du nouveau plan de la direction annoncé pour jeudi 20 mars.

Par contre les plus combattifs, et qui avaient envie de reprendre la grève le 20 mars, craignaient que l'intersyndicale ne fasse voter ce jour-là l'ensemble des mineurs sur la proposition patronale, et non plus seulement les grévistes présents comme ça aurait été le cas si la grève avait continué jusque-là. C'est pourquoi elle avait arrêté la grève avant que les mineurs aient à se prononcer sur le plan de la direction. Ce qui augure mal du contenu du plan de la direction !

Correspondant LO

Belin-LU Evry (Essonne)

UNE SEMAINE CE N'EST DÉJÀ PAS ÇA, TROIS SEMAINES, BONJOUR LES DÉGÂTS

L'usine de Belin-Lu à Evry regroupe près de 500 salariés qui travaillent à la production. La direction, après nous avoir imposé une semaine de chômage en février, voulait nous imposer deux semaines et demie supplémentaires en mars et en avril. Cette fois nous ne nous sommes pas laissés faire.

En fait cela fait un moment que la direction tente par tous les moyens de nous rendre flexibles et d'ajuster autant que possible la production aux « aléas du marché ». En faisant au passage de substantielles

économies sur les salaires.

Depuis 1983 il existait déjà un accord sur la « modulation » : 7 mois en « période basse » à 37 h 30 par semaine, et 5 mois en « période haute » à 40 h par semaine. En octobre 1996 la direction tentait de nous imposer un accord sur l'annualisation du temps de travail. Il était refusé par l'ensemble des syndicats CGT, FO, CFTD et CFTC. Sous prétexte de diminuer le temps de travail en nous accordant 18 jours de vacances supplémentaires – ce qui correspond à peu près aux semaines de chômage partiel qu'elle envisage régulièrement – la direction voulait nous faire travailler entre 40 h et 48 h par semaine toute l'année, en diminuant notre salaire de 2 % ! Avec l'intention du même coup

de supprimer près de 120 emplois.

Après cet échec, la direction a donc choisi de nous imposer plusieurs semaines de chômage partiel dès le début de l'année, en faisant tourner l'usine au maximum afin d'augmenter les stocks, et en prévoyant aussi de nous remettre en « période haute » dès le mois de mai. De quoi donner un sacré coup à notre feuille de paye !

Le lundi 10 mars, c'est à plus d'une centaine que nous sommes allés manifester dans la matinée devant la direction départementale du travail à Evry. Où nous avons expliqué que le groupe Danone avait fait en 1996 plus de 3,3 milliards de francs de bénéfices, soit une progression de 8 % si on compare à l'année précédente. Ainsi

chaque salarié de Belin-Lu a rapporté en 1995 près de 99 000 F de bénéfice. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les affaires vont bien : dans la branche biscuits, la production à Evry de certains produits a augmenté de 40 %. Il était donc scandaleux que l'État, en subventionnant des périodes de chômage, subventionne de cette manière les profits de Danone, alors que les hôpitaux, les écoles, les services publics manquent de moyens. On pouvait assimiler cela à un véritable détournement de fonds publics !

Le directeur de l'administration, sans doute bien chapitré sur le sujet par notre direction, tentait de nous vanter les mérites de l'annualisation du temps de travail. Mais nous avions nous aussi des proposi-

tions à faire : 35 h de travail maximum par semaine, sans diminution de salaire.

A l'issue de cette entrevue, l'humeur était plutôt joyeuse. Et une fois le rassemblement terminé, des collègues décidaient de débrayer aussi l'après-midi, soit au total plus de 150 à arrêter le travail sur les deux équipes. Le lendemain la direction départementale du travail annonçait qu'elle refusait d'accorder au patron la semaine du mois de mars. Comme l'expliquait l'un d'entre nous : on a peut-être perdu 150 F en moyenne pour trois heures de débrayage, mais on a gagné 1 000 F en évitant une semaine de chômage. Ce qui redonne moral et combativité pour l'avenir.

Correspondant LO

La Poste
Grenoble

LES FACTEURS EN GRÈVE

Depuis mardi 11 mars les facteurs de Grenoble, poste centrale, sont en grève totale. Et vendredi 14 le second centre, Lionel-Terray, a rejoint le mouvement suite à la décision de la direction d'ouvrir, jeudi, un «centre parallèle» de distribution du courrier.

Le mouvement a commencé en fait il y a un mois et demi, deux jours avant la mise en place de la restructuration de la distribution du courrier sur la moitié de la ville de Grenoble. Cette restructuration, qui impose la suppression de 10 tournées sur un total de 90, est refusée

par les facteurs (dont 50% sont des factrices) car l'objectif évident est de diminuer les effectifs en aggravant les conditions de travail de ceux qui restent.

Ainsi, le samedi 1^{er} février, les facteurs apprenaient que la direction allait faire déménager, dans la journée, les casiers des 10 facteurs dont la tournée était supprimée. Ils, et elles, décidaient alors d'occuper les locaux, dont les CRS le soir à 18h30 les délogèrent. Le lundi suivant, grand branle-bas de combat : huissiers, cadres, direction étaient là, les casiers déménagés. Mais le lendemain, en assemblée générale, les facteurs prenaient la décision de conti-

nuer de travailler de la même façon, sur la base de 90 tournées et à 90.

La direction annonça alors des sanctions financières : une retenue sur salaire correspondant à un trentième par jour de «refus» de travail. Deux jours ont été effectivement retenus sur février (600F), 20 jours doivent être déduits sur mars sauf... si les facteurs acceptent la réorganisation qui supprime 10 emplois.

La lutte a continué ainsi, suivie par 50% des effectifs. La direction y va de ses pressions et menaces, y compris par téléphone au domicile de certains, pour faire craquer les facteurs. Et parallèlement elle agit pour aggraver la gêne

qui se développe dans la distribution du courrier en ne remplaçant pas, dans certains secteurs, les absents pour congés maladie ou en vacances.

La direction, pour le moment, campe sur sa position. Elle ne veut pas reprendre sa copie que les facteurs jugent, à juste titre, irrecevable. Tout a été décidé sans eux ou en faisant semblant de les consulter, tout est décidé contre eux... et ils devraient accepter sans rien dire? En plus la direction les calomnie sur les ondes et dans la presse locale, elle n'a pas hésité à leur envoyer des CRS, et vient de sanctionner un facteur gréviste pour une alterca-

tion avec un cadre qui le provoquait... tout cela au nom de la défense du service public.

À l'assemblée générale du lundi 17 mars, les grévistes se sont partagés sur la suite du mouvement. Une moitié s'est prononcée pour reprendre la distribution sur la base des 90 tournées, l'autre moitié continue la grève totale. Ces grévistes déterminés ont décidé de se rendre aussi à l'autre centre pour tenter d'y décider les facteurs à refaire grève; eux aussi vont être concernés d'ici quelques semaines par la réorganisation réductrice d'emplois.

Correspondant LO

La Poste
Paris

RÉORGANISATIONS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

LES POSTIERS RÉAGISSENT

Depuis plusieurs semaines des grèves de 24 heures reconductibles, dont certaines ont duré ou durent depuis 15 jours, touchent une partie de certains services de la distribution postale, tant en Ile-de-France qu'en province.

À l'origine de ces mouvements il y a la décision de La Poste de retirer des services de messageries les colis des entreprises, pour les faire traiter sur des centres spécialisés. Ces centres fonctionneraient avec du personnel précaire, à des horaires entièrement adaptés aux besoins des patrons. Le retrait de ce trafic entraînerait à terme de nouvelles suppressions d'emplois de titulaires.

Et puis, en même temps ou pour les mois à venir, sont prévues de nouvelles réorganisations des tournées des facteurs qui acheminent le courrier. Ces réorganisations visent là aussi à supprimer de nouveaux postes, avec pour conséquence une aggravation des conditions de travail mais aussi du service à rendre aux usagers. Les tournées seraient rallongées et plus chargées. À Paris, la troisième tournée faite l'après-midi serait supprimée. Et le samedi matin, en plus du courrier normal, les facteurs

devraient distribuer les prospectus publicitaires. De quoi avoir envie de ne pas laisser passer ces mesures.

À la Messagerie, c'est au bureau de poste de Paris 15 que le mouvement a commencé; il s'est prolongé pendant deux semaines. Pendant cette période la quasi-totalité des services Messagerie des différents bureaux parisiens ont à leur tour arrêté le travail, deux ou trois jours voire plus.

À Paris 11, chez les facteurs, c'est le lundi 3 mars, à la fin du mouvement à la Messagerie, que la grève a commencé à l'appel des syndicats, après l'annonce par la direction de la suppression de 35 postes sur 250 à la distribution.

Les premiers jours, les facteurs en grève se sont rendus dans une partie des bureaux où le même type de réorganisation et de suppressions de postes est déjà annoncé pour la période qui vient : à Paris 7, 10, 13 et à Paris 17. Mais si cela a entraîné une agitation dans ces différents bureaux ce sont les facteurs de deux autres arrondissements qui ont partiellement cessé le travail : deux jours à Paris 19 et une semaine à Paris 12. Ceux-ci réclamaient l'arrêt général des

réorganisations et des suppressions d'emplois. Des arrêts de travail plus limités ont également eu lieu à Paris 20 et à la Recette Principale de la rue du Louvre.

Mais partout le mouvement n'a touché que les facteurs et, hormis à Paris 11, le mouvement est resté minoritaire dans ces secteurs.

À Paris 11, il aura fallu pratiquement 15 jours de grève pour que la direction passe des

35 suppressions de postes initiales à 26 puis à 21, et lève les sanctions engagées contre une dizaine de grévistes pour «entrave à la liberté de mouvement des cadres».

Lundi 17 mars, les grévistes avaient voté la poursuite du mouvement jugeant que les derniers reculs de la direction étaient insuffisants.

Évidemment La Poste attaque bureau par bureau, service par service, en pensant

ainsi circonscrire les réactions. Et elle essaye de faire payer le prix fort pour les reculs qu'elle est obligée de consentir. Mais avec 5 000 suppressions d'emplois programmées pour 1997 à La Poste dans tout le pays, ces problèmes ne sont pas près de prendre fin. Jusqu'à ce que les postiers posent, une bonne fois et tous ensemble, la question sur le tapis...

Correspondant LO

Paris 13

EN EFFERVESCENCE

À Paris 13, où travaillent 500 employés, une importante restructuration est en cours. Fin février, les 30 employés de la Messagerie ont fait six jours de grève car, avec le départ début mars des colis entreprises vers Dilipac, future filiale de La Poste, des emplois titulaires vont disparaître.

Après cela, le chef de centre a annoncé devant tous les facteurs la restructuration : 29 suppressions d'emplois, mais en fait une quarantaine de facteurs en moins pour distribuer le courrier, soit 25% du total et autant de papier en plus dans les sacoches et les caddies.

Mais que ce soit à la Messagerie, aux Lignes et Cedex (services avec véhicules) ou à la Piétonne, tout le monde se retrouvera avec du travail en plus, des tournées rallongées. Déjà avant l'annonce tout le monde était méfiant. Et le mercredi 5 mars, quand des grévistes de Paris 11 ont débarqué dans le centre, accordéon en tête et Internationale à l'appui, une soixantaine d'entre nous ont débrayé. Pour beaucoup une acceptation du projet, cela voudrait dire, pour arriver à tout passer, venir avant l'heure le matin, ne pas prendre de pause

et finir après l'heure. C'est pourquoi, en assemblée générale, les revendications (zéro suppression d'emploi, zéro tournée supprimée, une seule sortie le samedi au lieu des deux accoutumées) ont été massivement votées.

Le chef de centre a déjà un projet de rechange qui sera forcément de la même eau. Pour l'instant, nous sommes une minorité à ne pas vouloir laisser passer ces mesures inacceptables par la grève. Mais une nouvelle provocation pourrait bien transformer les mécontents en grévistes.

Correspondant LO

**Augé
découpage
Besançon**

GRÈVE

POUR LES SALAIRES

Augé Découpage, entreprise qui emploie 300 personnes dans son usine de Besançon, connaît depuis des années une forte expansion et réalise d'importants bénéfices. Les salaires, par contre, restent à la traîne, surtout pour les plus jeunes, embauchés ces dernières années : un P1 avec un ou deux ans d'ancienneté gagne à peine plus de 6000F net. Quant aux conditions de travail, elles s'aggravent lentement mais sûrement : augmentation des cadences et pressions toujours plus insistantes pour les heures supplémentaires et la polyvalence, en vertu d'une forte maxime du patron lui-même : « *Il faut faire plus avec moins* »!

Il y a une quinzaine de jours, la CGT, seul syndicat de l'usine, a fait circuler un questionnaire dans les at-

liers. Une revendication s'en est dégagée : 600F d'augmentation pour tous. C'est ce que vont défendre les délégués aux réunions de négociations salariales des 5 et 12 mars. Le patron, lui, propose 1,5%. Le jeudi 13 mars à la prise d'équipe du matin une assemblée générale est convoquée par le syndicat ; elle réunit 80 ouvriers. La grève reconductible est décidée et l'assemblée vote les revendications suivantes : 600F pour tous, 1000F de revalorisation des minis de la grille (au lieu de 200 F proposés par la direction), 30F pour la prime de panier (au lieu de 16F proposés par la direction) et le paiement des heures de grève. L'AG de l'après-midi confirme les décisions du matin et c'est environ 165 ouvriers qui sont en grève, environ 90% des ouvriers de production.

Il n'y a presque plus de production malgré les cadres qui courent dans tous les sens et s'efforcent de faire fonctionner les presses, avec un succès mitigé...

Vendredi 14 mars, le patron déclare être prêt à donner 1,8% : cette « concession » ne fait que renforcer la détermination des grévistes, et l'usine s'installe dans la grève : deux AG par jour, une par équipe, confection des banderoles, blocage des camions, organisation d'un piquet et du ravitaillement, diffusion lundi 17 mars d'un tract de la CGT au restaurant interentreprises tout proche.

Ce jour-là, une nouvelle entrevue entre la direction et une délégation de 25 ouvriers n'a rien donné. Le nombre de grévistes est identique et la détermination intacte : la grève continue.

**Sollac
Montataire
(Oise)**

RÉDUCTION D'HORAIRE ET DE SALAIRE, POUR DES EMBAUCHES... AU RABAIS!

La direction de Sollac-Montataire vient d'annoncer qu'elle envisageait d'embaucher des jeunes, et cela pour compenser le passage en horaire réduit d'une partie du personnel.

Depuis juin 1996, la direction a multiplié les efforts pour convaincre certains ouvriers et employés, soigneusement désignés, d'accepter une réduction de 20% de leur temps de travail, avec une perte de salaire brut mensuel de 10%, soit 600F pour les travailleurs en journée, et 900F pour ceux qui sont en équipe.

Des réunions d'atelier, de groupe, ont été ainsi organisées pour vanter les mérites de cette réduction d'horaire qui devait être « une avancée », qui allait permettre l'embauche d'une vingtaine de jeunes à Montataire.

Au départ, une seule petite dizaine de personnes accepta. Du coup, la direction et la hiérarchie accentuèrent la pression : ce furent des convocations individuelles des agents, où il leur était signifié que leur poste allait être supprimé, qu'ils auraient du mal à s'adapter ailleurs et avoir le même salaire, etc. La direction, bonne fille, leur donnait quinze jours, trois semaines et même un

mois pour réfléchir... En revenant ainsi à la charge régulièrement, elle réussit à obtenir finalement les 80 « volontaires » qu'elle voulait.

Maintenant devraient commencer les embauches promises par la direction. Et on peut juger sur pièce ce que valent ses promesses. Elle propose des « contrats d'activité alternée », en cycle 4x8, uniquement de jour, rémunérés 6500F net par mois. Les ouvriers ainsi embauchés travailleraient 36 heures par semaine, y compris des samedis, des dimanches et quelques jours fériés. Actuellement, le personnel Sollac qui effectue ce même cycle travaille en 3x8 et de ce fait reçoit 2000F de plus. De plus, pour le moment, il n'est pas précisé si ces contrats seront à durée indéterminée ou bien temporaires.

Tout cela, la direction s'est bien gardée de le préciser lors des différents entretiens. On le comprend car, dans cette opération, elle a finalement réduit le salaire d'anciens employés et ouvriers dans l'intention d'embaucher quelques jeunes au rabais, avec des statuts différents, des salaires et des avantages réduits.

Correspondant LO

**Mairie de
Fleury-les-Aubrais
(Loiret)**

LE MAIRE S'ATTAQUE AUX SALAIRES

Le personnel communal des cantines scolaires de Fleury-les-Aubrais a été en grève partielle une semaine début mars. C'est à l'occasion de la titularisation de quatre employées de cantine que le maire a fait savoir que désormais les titularisations et les embauches se feraient à 32 heures par semaine au lieu de 39 heures. Cela fait un salaire brut de 4500F et rien ne garantit qu'il ne va pas essayer d'étendre la mesure à l'ensemble du personnel.

Les employés des cantines se sont mis en grève pour soutenir leurs quatre camarades et parce qu'ils se sentaient tous menacés. Après plusieurs jours de grève, le maire a fait un semblant de concession en proposant 35

heures au lieu de 32 heures, mais sans aucune garantie pour l'avenir. Le 11 mars, une centaine de manifestants (employés communaux, parents d'élèves...) se sont retrouvés à la mairie. Devant le refus du maire de les recevoir, une soixantaine de manifestants se sont imposés à la réunion municipale.

Le maire a tenté d'expliquer qu'il n'y avait pas de baisse de salaire pour les quatre employées puisqu'elles étaient précédemment agents horaires. Les agents horaires n'ont aucune garantie d'emploi et de salaire. Ils travaillent à la demande, selon les besoins du service, de 1 heure à 8 heures par jour. Mais justement, ils travaillent dans la perspective de devenir titulaires sur des postes à

temps complet.

Le maire a utilisé l'inévitable argument que c'était pour lutter contre le chômage qu'il réduisait les horaires. Le personnel lui a répondu que ce n'étaient que des prétextes. La preuve, des postes vacants ne sont pas remplacés. Le maire a expliqué qu'il y avait deux logiques qui s'affrontaient et qu'il n'avait pas la même philosophie que les manifestants. Ceux-ci lui ont rappelé que ce n'était pas une question de philosophie, mais de salaire.

On voit que ce qui se passe dans les entreprises, avec la loi de Robien et autres, cela donne des idées à certains maires, qui trouvent ainsi un moyen de réduire les dépenses de la commune sur le dos du personnel.

Uniroyal Clairoix (Oise)

LE BARATIN DU PATRON PASSE MAL

Depuis trois ans, à Uniroyal-Clairoix, une usine de pneus d'environ 1 000 personnes qui appartient au trust Continental, le patron voudrait faire passer la flexibilité. Les quatre premières fois où il a tenté le coup, il a dû remballer son projet car le mécontentement s'est aussitôt manifesté. Mais tout dernièrement, il est revenu à la charge.

Le directeur nous a expliqué que l'usine aurait « un handicap, son manque de flexibilité », que du coup, elle serait en 10^e position par rapport aux autres usines du trust et que l'usine qui était en 13^e position a été fermée. L'argumentation du patron a touché tout de même un peu, au départ. Pourtant, ne serait-ce que parmi les usines du

groupe Continental, l'usine de Dublin avec plus de 600 travailleurs vient de fermer alors qu'ils s'étaient vu imposer la flexibilité.

En fait c'est la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde qui a retourné les mensonges de la direction contre elle. 3 000 ouvriers à la porte, cela a marqué, comme dans beaucoup d'autres

usines. Des articles ont circulé, rapportant les propos des ouvriers belges qui regrettaient d'avoir « tout accepté », la flexibilité et le reste. Cela a fait réfléchir et discuter dans tous les ateliers, petite effervescence qui a mis la direction dans l'embarras; du coup elle n'ose pour l'instant reparler de rien.

Il faut dire que la branche Continental France, à laquelle appartient Uniroyal, se porte bien : 101 millions de bénéfice net pour 2 000 salariés environ, ce n'est tout de même pas mal. Évidemment,

en annonçant ses résultats pour 1996, la direction s'est empressée de nous dire qu'il s'agissait de combler de prétendues pertes accumulées en 1993 et 1994, sans doute pour faire passer l'augmentation de salaire de 1,5%!

Des profits, Uniroyal en fait comme ailleurs, en nous obligeant à travailler plus et dans des conditions plus dures.

Du travail, il y en a par-dessus la tête. Les chefs nous demandent de venir travailler deux heures en avance certains lundis, parfois de rester plus tard le soir, ou de revenir le samedi. Pendant ce temps, Uniroyal ne cesse de licencier. À la fin de l'année 1996, le patron s'est débarrassé des femmes de ménage en faisant appel à une entreprise de sous-traitance, la SEIP. Depuis, chaque mois la direction fait pression pour que des travailleurs en congé

longue maladie partent, sans parler de ceux qu'elle licencie sous divers autres prétextes, alcoolisme ou absences non justifiées.

Au total, depuis 5 mois, cela fait 24 travailleurs à la porte. Et, pour une usine de 900 ouvriers, cela finit par peser sur les conditions de travail de ceux qui restent. Dans bien des secteurs, il faut courir pour arriver à tenir la cadence. Il y a eu dans la deuxième semaine de mars trois accidents du travail coup sur coup, pour ces raisons-là.

Comme tous les autres patrons, celui d'Uniroyal fait pression pour qu'on travaille quand il veut, comme il veut, et le plus possible. Et il ne cesse de remettre sur le tapis la flexibilité et d'autres choses du même genre. Mais pour l'instant, ses derniers baratins ne passent pas.

Correspondant LO



DES PATRONS QUI EN VEULENT TOUJOURS PLUS!

C'est désormais plus de 2 500 personnes, sous-traitants compris, qui travaillent à Motorola-Toulouse, dont environ la moitié assurent la production en continu, 24 heures sur 24, et 7 jours sur 7. Et tout ça pour produire des puces électroniques. Si la production ne s'arrête jamais, c'est uniquement pour que les profits en fassent autant, qu'ils augmentent encore et toujours! C'est ainsi que se succèdent six équipes différentes : deux équipes de journée qui alternent matin et après-midi d'une semaine sur l'autre, une équipe de nuit, et trois équipes de week-end qui font deux fois 9h50.

Mais la direction tente de modifier les horaires de travail pour accroître encore la productivité. Ainsi, dans chaque équipe, les travailleurs bénéficient de temps de repos et d'une pause repas pour effectuer ces horaires très pénibles. C'est justement à ces pauses et au temps de repas que la direction entend s'en prendre,

selon un plan calqué sur ce que tentent d'imposer les patrons de Renault et d'autres entreprises de la métallurgie.

Parce que, dans toutes ces entreprises où rien ne justifie le travail en continu, au contraire des hôpitaux ou de certains services publics, les patrons tentent à tout prix de faire fonctionner les machines sans interruption au mépris de la santé et des conditions de travail.

Ainsi, sous le fallacieux prétexte d'accorder un vendredi sur deux aux travailleurs en 2x8 et de ramener le temps de travail à 37 heures par semaine, la direction veut supprimer une pause par équipe.

Pour l'équipe du matin, la pause repas de 30mn serait repoussée en fin de poste et, l'équipe d'après-midi commençant une demi-heure plus tôt, il n'y aurait donc plus la moindre baisse de production. Et en plus le matin du vendredi serait transformé en journée de 10h40 de travail, de 7h10 jusqu'à 17h50!

Pour l'équipe d'après-midi, le travail serait organisé sur 4 jours et allongé à 9h15 de présence, mais là aussi avec suppression d'une pause.

La nuit, déjà organisée sur 4 nuits de 9h10 par semaine, plus 6 nuits travaillées les jours fériés, verra ces 6 « remontes » étalées dans l'année, mais là aussi avec perte d'une pause, et enfin un décalage qui fait quitter le travail à 7h du matin.

En week-end, les deux postes de 9h50 deviendraient un poste interminable de 12h plus un poste de 8h45 avec perte d'une pause.

La direction affirme qu'elle ne mettra en place ce projet que si une majorité de travailleurs l'approuve. Pour cela les petits chefs sont censés « sonder » individuellement les équipiers... On verra ce qu'elle fera finalement... car une très large majorité des ouvriers est très hostile à ce plan, et l'a fait savoir.

Correspondant LO

Cora
Couderkkerque (Nord)

MÉTHODES DE MALFRATS

Au magasin Cora de Couderkkerque (59), nous sommes environ 270 à travailler dont une trentaine en CDD, pour des salaires très bas. Une employée de magasin qui passe les commandes, s'occupe de la réception des marchandises et de la gestion des stocks gagne 5 100F. Un ouvrier boulanger ou boucher tout juste 6 000F. Une caissière qui travaille vingt-deux heures par semaine n'arrive qu'à 2 800F. Cela pour un travail qui augmente constamment. Au libre service, on était régulièrement trois, maintenant on doit se débrouiller souvent à deux...

Et, par-dessus tout, il y a l'ambiance que la direction fait régner. Dès son arrivée, il y a deux ans, le but proclamé de l'actuel directeur a été de « casser les fortes têtes ».

Pour se débarrasser des travailleurs qui le gênent, il a mis au point une politique de harcèlement, de provocations quasiment continuelles. On est souvent insulté, traité de fainéant, de connard ou pire par un chef, jusqu'à ce que l'on craque devant un témoin complaisant. Un employé de l'épicerie a été licencié sous l'accusation d'avoir insulté son chef; un employé de la boulangerie pour avoir pris au col l'insulteur. Une employée de l'épicerie a été mise à la porte après que son chef a trouvé, comme par hasard, des articles périmés dans un bac dont elle avait la charge...

Alors, chez Cora, le harcèlement patronal, ça commence à bien faire.

Correspondant LO

19 mars 1962

LE CESSEZ-LE-FEU EN ALGÉRIE

Le 19 mars 1962, entré en vigueur le cessez-le-feu entre l'armée française et les troupes de l'Armée de Libération Nationale du FLN algérien. Ce cessez-le-feu avait été signé la veille et annoncé dans la soirée par De Gaulle, alors président de la République.

C'était la première étape vers l'indépendance du peuple algérien, après 132 ans de colonisation française. Il mettait un terme à plus de sept ans d'une sale guerre que les gouvernements de gauche comme de droite qui s'étaient succédé depuis 1954 présentaient comme de simples opérations de « pacification ». Mais c'était bien une guerre, qui fit entre 500 000 et un million de morts algériens, 25 000 dans les rangs de l'armée française.

Un an de négociations

Ce cessez-le-feu, résultat de la lutte déterminée du FLN appuyée par le peuple algérien, marquait l'aboutissement de près d'un an de négociations entre représentants du gouvernement français et du FLN. Ces négociations avaient débuté le 20 mai 1961, à Evian.

Mais du 20 mai 1961 au 18 mars 1962, journée où furent signés les accords d'Evian, l'armée coloniale française n'était pas restée inactive, ni l'extrême-droite qui sévissait en Algérie. Car outre les opérations de l'armée régulière, l'OAS, l'Organisation de l'Armée Secrète constituée en février 1961, menait une politique terroriste au nom du maintien de l'Algérie française, visant à rendre infranchissable le fossé entre la population algérienne et la population « pied-noir », dont l'OAS comptait faire une masse de manœuvre dans la perspective de la création d'un parti d'extrême-droite en France.

En métropole, la répression continuait à peser sur les travailleurs algériens. Le 17 octobre 1961, une manifestation organisée à Paris à l'appel du FLN était sauvagement réprimée par la police du préfet Papon : il y eut près de 15 000 arrestations, plus d'une centaine de tués.

Les intérêts de l'impérialisme préservés

Les accords d'Evian prévoyaient l'indépendance de l'Algérie à condition que celle-ci soit ratifiée par un référendum sur « l'autodétermination ».

Mais surtout, les intérêts de l'impérialisme français étaient préservés : pour une longue période, la France allait conser-

ver un certain nombre de bases militaires, telle celle de Mers-el-Kebir près d'Oran, et des droits pour l'exploitation du pétrole saharien.

Pour l'OAS, ces accords d'Evian étaient synonymes de capitulation et servirent de prétexte, durant les mois suivants, pour mettre l'Algérie à feu et à sang, par une vague ininterrompue d'attentats les plus ignobles dans le but de terroriser la population, de sabotages et de destructions en tous genres.

Nombre de pieds-noirs, qui partageaient l'essentiel de la vie du petit peuple d'Algérie, se rangèrent derrière les démagogues de l'OAS, qui avaient pour objectif, non pas l'Algérie française comme ils le prétendaient, mais de rendre impossible toute cohabitation entre les communautés qui vivaient en Algérie.

Le 19 mars 1962 fut donc loin d'être pour ces différentes communautés le jour de leur délivrance. La population algérienne allait attendre encore plusieurs mois la proclamation de l'indépendance. La politique qui aboutit au départ de la quasi-totalité de la population pied-noir pèse encore, 35 ans plus tard. Cette population pied-noir paya également pour avoir suivi les démagogues nationalistes et racistes qui les menèrent à une impasse et ne réussirent, du moins dans les premiers temps, qu'à en faire des réfugiés débarquant avec quelques valises sur un quai de Sète, de Marseille ou de Nice.

Les espoirs déçus

La guerre menée contre le peuple algérien n'avait pas permis à l'impérialisme français de conserver sa colonie. Mais elle avait fait payer aux Algériens un prix assez fort pour l'obliger à se plier aux conditions de l'impérialisme.



Des négociateurs algériens lors de la conférence d'Evian



Un attentat de l'OAS contre un immeuble administratif à Alger en juin 1962.

Au coût de la guerre, venant après les ravages des 130 années de colonisation, s'ajoutaient les conséquences du départ massif des pieds-noirs, qui constituaient l'essentiel des cadres du pays : l'indépendance de l'Algérie allait satisfaire les intérêts d'une fraction de la petite-bourgeoisie algérienne, qui n'aspirait qu'à avoir sa part du pouvoir politique, mais elle allait être

bien incapable de répondre aux aspirations des masses algériennes à sortir de leur situation de misère et de sujétion.

Le principal responsable en est bien sûr l'impérialisme français qui, tout en concédant finalement l'indépendance politique allait maintenir son emprise économique. Mais les dirigeants nationalistes algériens en ont leur part, pour qui la lutte pour l'indépendance

ne devait être qu'une lutte pour le pouvoir – le leur – et en aucun cas la lutte pour l'émancipation sociale, dans laquelle les exploités d'Algérie auraient pu trouver des alliés parmi les travailleurs de l'autre côté de la Méditerranée.

Aujourd'hui, 35 ans après, le peuple algérien en paye encore le prix. L'impasse économique, sociale et politique nourrit les tendances réactionnaires de la société, l'intégrisme islamiste en particulier, face auquel il ne trouve comme alternative que la dictature militaire de Zeroual. Et même si les effets en sont pour l'instant moins sensibles en France, la crise économique et sociale y alimente aussi des tendances réactionnaires au sein desquelles se retrouvent d'actifs héritiers de l'OAS, et à leur tête Le Pen.